

Table des matières

Exposition virtuelle : Ottawa devient la Capitale.....	3
Ottawa devient la Capitale du Canada	3
Le long parcours suivi jusqu'à 1857	3
Le sort du Canada entre les mains de la Reine	4
« Let it be done! »	4
La décision de Sa Majesté	9
La réticence	10
Sur la scène politique	10
Le verdict tombe et crée un émoi politique.....	12
Dans les journaux	14
Ottawa, le résultat final.....	17
Établir la réalité physique.....	17
Choisir le siège du gouvernement.....	17
La construction débute – conditions de travail et salaires des ouvriers.....	21
La visite du prince de Galles	27
La construction s'arrête et une enquête est déclenchée	28
Les strates de la ville d'Ottawa	32
Infrastructure	33
Expansion de la ville	34
Logement	37
Éducation	38
Architecture	40
Agrandissement du marché By	45
Routes et rues.....	47

Police	51
Superstructure.....	53
Ils y sont parvenus!.....	56
Ressources didactiques.....	60
Possibilités	60
Célébrations	62
Expansion	63
Quotidien.....	65
Principales sources.....	66
Le Conseil de la Ville d'Ottawa	67
Hôtel de Ville, le 6 avril, 1857.....	67
Hôtel de Ville, le 18 mai, 1857	67
Les officiels d'Ottawa en 1857	68
Le mémoire de la Ville d'Ottawa	69
Les journaux	73
1860	73
1861	79
1863	80
1864	82
1866	82
1867	84
Sommaire de projet	96
Qu'entend-on par archives?.....	97
Les Archives de la Ville d'Ottawa	97

Exposition virtuelle : Ottawa devient la Capitale

Ottawa devient la Capitale du Canada



En matière de recherche historique, les sources de première main constituent un point de départ des plus instructifs. Ainsi l'histoire de la ville d'Ottawa peut-elle être interprétée grâce notamment à des journaux, à des photographies et à des documents personnels anciens, ainsi qu'avec l'aide de livres de règlements et de registres de procès-verbaux.

Il y a quelque cent cinquante ans, la reine Victoria désignait Ottawa comme capitale du Canada-Uni. Étant l'une des plus anciennes municipalités du pays, et la quatrième en importance, la ville d'Ottawa a une histoire à raconter qui va au-delà de son rôle de capitale nationale l'englobe tout à la fois. En fait, son statut particulier a contribué à maintenir dans l'ombre l'histoire des nombreuses collectivités qui la composent. Il est indéniable, cependant, que l'histoire d'Ottawa possède un caractère franchement national et concerne à ce titre l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Le long parcours suivi jusqu'à 1857

Le processus qui a mené au choix de l'emplacement du siège du gouvernement du Canada a duré 17 ans. Après l'Union de 1840, les hommes politiques du Canada prient la reine non pas une, mais trois fois de choisir à leur place la capitale du pays.

Les capitales provinciales antérieures, Toronto et Québec, sont d'abord remplacées par Kingston en 1841, puis par Montréal en 1844 et par Toronto en 1849, année où est adoptée la formule de capitale itinérante. Toronto constitue ainsi le siège du gouvernement de 1849 à 1851, puis de 1855 à 1859; et Québec, de 1851 à 1855, puis de 1859 à 1865. En 1866, Ottawa devient en pratique la capitale législative du pays, et

c'est en 1867, lors de la création de la Confédération, qu'elle reçoit officiellement le titre de capitale du Dominion du Canada.

En 1857, la Province du Canada est en pleine ébullition sur le plan politique : les débats sur la question de l'emplacement de la capitale sont à leur paroxysme. Les dissensions entre régions, localités et factions ont conduit à une impasse politique. Or, l'appareil d'État ne peut fonctionner efficacement avec un parlement dont le siège change continuellement : c'est que le choix d'une capitale s'accompagne de considérations politiques, économiques et idéologiques et suscite de lourdes tensions.

Aux termes d'une résolution approuvée par l'Assemblée législative le 24 mars 1857, la reine est priée de « exercise the Royal Prerogative by the selection of some one place » qui deviendra le siège du gouvernement.

1. Resolved, That the interests of Canada require that the Seat of Provincial Government should be fixed at some certain place.
2. Resolved, That a sum, not exceeding the sum of Two hundred and twenty five thousand pounds, be appropriated for the purpose of providing for the necessary Buildings and accommodation for the Government and the Legislature at that certain place [Yeas 64, Nays 48];
3. Resolved, That an humble Address be presented to Her Majesty, praying that She may be graciously pleased to exercise the Royal Prerogative by the selection of some one place as the permanent Seat-of-government in Canada [Yeas 61, Nays 50]

Le jour même, l'Assemblée législative décide qu'une somme d'argent sera affectée à l'aménagement d'édifices parlementaires à l'endroit désigné. Tels sont les premiers pas qui ont mené à la résolution du problème de l'emplacement du siège permanent du gouvernement du Canada.

Le sort du Canada entre les mains de la Reine

« Let it be done! »

En 1857, Ottawa a le potentiel requis pour devenir la capitale de la province du Canada. La compagnie Bytown and Prescott Railway construit la première voie ferrée à destination de Bytown en avril 1855 et c'est à partir de ce moment que l'économie d'Ottawa commence à progresser et que ses réseaux de transport se développent. Bâtir un chemin de fer est un projet audacieux, mais sir Richard Scott croit que, même

si Ottawa a réalisé des progrès et a le potentiel voulu pour devenir la capitale, ... sans la voie ferrée, cet espoir serait réduit à un simple rêve.



Titre/description : Bytown en 1853, vue vers l'est le long de la rue Wellington. Rue Wellington près de la rue Bank, Ottawa, 1853. Sedley a peint cette aquarelle d'une chambre de l'hôtel de M. Doran, sur la rue Wellington. Les immeubles que l'on voit sur la Colline sont le casernement de la compagnie « A » du Royal Canadian Rifle Regiment, commandé par le major Clements. Cette information est tirée d'une déclaration du petit-fils du major Clement, George Baker, écrite en décembre 1906.

Créateur : C. Sedley, Artiste

Date : 1853

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / C-001548

Droit d'auteur : Périmé

Bien qu'en pleine expansion, la ville d'Ottawa n'élargit que lentement sa gamme de services et compte donc beaucoup sur les avantages que lui procurerait son titre de siège du gouvernement du Canada. La majorité de sa population, soit environ 7 700 personnes, dépend des revenus instables générés par l'exploitation forestière. En 1850, les propriétés immobilières d'Ottawa ont peu de valeur et leur marché est plutôt précaire; par exemple, une propriété de la Côte-de-Sable, sur laquelle un privilège est enregistré contre M. Besserer, se vend au coût moyen de 20 \$. Selon sir Richard Scott, même à un prix aussi bas, il a été difficile de la vendre.

Le titre de capitale a apporté beaucoup de prospérité à d'autres villes, alors pourquoi

pas à Ottawa?

Sir Richard Scott écrit :

“ the location of the [Seat of Government] at the central point would tend to develop equally the growth of the two Canadas in the very region where a stimulus is required...”
Memorial to Her Majesty Queen Victoria, Sir Richard Scott, 1857

En 1856, des politiciens des régions de Montréal et d'Ottawa s'unissent pour mettre fin au système de capitale itinérante. Le conseil législatif, par un vote, décide d'étudier les candidatures de cinq villes rivales, Québec, Toronto, Kingston, Montréal et Ottawa, afin de désigner une capitale permanente.

En 1856, le nombre phénoménal de consultations législatives sur la question (48 au cours d'une seule année) provoque des conflits chez les politiciens. Aucune de ces villes n'a obtenu ou maintenu la majorité des votes. En mars 1857, les chefs du gouvernement réussissent à convaincre l'Assemblée législative de s'en remettre à Londres et de demander à la reine Victoria de trancher la question afin de dénouer l'impasse politique.

Voici les résolutions approuvées par l'Assemblée législative le 24 mars 1857.

1. Resolved, That the interests of Canada require that the Seat of the Provincial Government should be fixed at some certain place.
2. Resolved, That a sum, not exceeding Two hundred and twenty five thousand pounds be appropriated for the purpose of providing for the necessary Buildings and accommodation for the Government and the Legislature at that certain place [Yeas 64, Nays 48]
3. Resolved, That an humble Address be presented to Her Majesty, praying that She may be graciously pleased to exercise the Royal Prerogative by the selection of some one place as the permanent Seat-of-government in Canada [Yeas 61, Nays 50]

Lettre adressée à la reine Victoria par l'Assemblée législative le 24 mars 1857

To the Queen's Most Excellent Majesty
May it please Your Majesty,

We, Your Majesty's dutiful and loyal Subjects, the Commons of Canada, in Parliament assembled, humbly approach Your Majesty for the purpose of representing:

That the interests of Canada require that the Seat of the Provincial Government should be fixed at some certain place.

That we have resolved to appropriate the sums requisite for providing the necessary

Buildings and accommodation for the Government and the Legislature at such place as Your Majesty may see fit to select.

And we therefore humbly pray Your Majesty to be graciously pleased to exercise the Royal prerogative by the selection of some one place as the permanent Seat-of-government in Canada.

Sir Edmund Head fait transmettre à la Reine, par l'intermédiaire de M. Labouchère, une dépêche privée invitant cette dernière à considérer les avantages de faire appel à un processus de soumission de mémoires par chaque ville participant au concours de sélection du siège du gouvernement.

Lettre de sir Edmund Head datée du 28 mars 1857 et remise à la Reine par M. Labouchère, secrétaire d'État aux colonies

... In order to lay fully before the Queen the claims of the several places which may be said to consider themselves entitled to selection as the seat-of-government, I have caused a circular of which a copy is annexed to this despatch) to be addressed by my Secretary to the mayor of each of these cities. I have asked each Corporation to set forth the reasons in favour of their own city; and to forward the statement of such reasons to the Secretary of State for the Colonies, before the 1st of July.

Le 6 avril 1857, le Conseil municipal d'Ottawa adopte une résolution visant à mettre de côté des fonds qui financeraient l'élaboration de plans et la rédaction de documents d'appui pour sa demande à la Reine de faire d'Ottawa le siège du gouvernement.

Le mémoire de la Ville d'Ottawa, écrit et soumis par sir Richard Scott, homme d'affaires et politicien d'Ottawa, est approuvé par le Conseil municipal le 18 mai 1857. Le mémoire de sir Richard Scott est sélectionné parce qu'il illustre à merveille les forces d'Ottawa dans le domaine du transport et sa situation géographique idéale au centre du Canada mise en évidence dans une carte de la province du Canada annexée au document.

Le mémoire de sir Richard Scott se démarque de tous les autres : il présente Ottawa d'une façon positive en s'attardant sur son potentiel en tant que capitale, au lieu d'attirer l'attention sur les défauts des autres villes en lice, contrairement à ce que font plusieurs autres auteurs.



Titre/description : “Canada and Adjacent Provinces Shewing the Central Position of the City of Ottawa...” Carte du Canada et des provinces adjacentes, qui montre la position centrale de la ville d'Ottawa, 1857

Créateur : inconnu

Date : 1857

Identificateur numérique : Crédit: Les Archives de la Ville D'Ottawa / 81D77

Droit d'auteur : Périmé

D'autres politiciens offrent un soutien sans précédent aux résidents d'Ottawa qui, comme Richard Scott, font tout leur possible pour qu'Ottawa obtienne le titre. La Reine recueille l'avis du prince consort, le prince Albert, qui écrit un mémoire favorisant la ville d'Ottawa. Le colonel Grey, secrétaire particulier du prince, est également en faveur du choix d'Ottawa comme capitale. Sir Edmund Head, gouverneur général de 1854 à 1861, visite toutes les villes qui se disputent le titre et conclut qu'Ottawa est le seul compromis acceptable. Richard Scott entretient une relation étroite avec le gouverneur général et par conséquent reçoit l'appui de ce dernier pour soumettre son mémoire vantant les mérites d'Ottawa en tant que capitale potentielle.

Sir Edmund Head, M. Henry Labouchère, secrétaire d'État aux Colonies, et sir Richard Scott jouent un rôle important dans le choix d'Ottawa en tant que siège du gouvernement du Canada. Sir Edmund Head écrit un mémoire confidentiel à M. Labouchère appuyant la candidature d'Ottawa comme capitale potentielle et présentant les raisons qui, selon lui, expliquent pourquoi il faut privilégier cette ville : Ottawa est un bon compromis, car elle peut être défendue facilement en cas d'attaque, elle se trouve au centre du Canada et il s'agit d'une grande ville économiquement viable.

En 1856, dans des lettres adressées au rédacteur en chef de l'Ottawa Tribune, des résidents avancent des arguments semblables en faveur de la ville d'Ottawa et appuient les idées exprimées dans le mémoire présenté à la Reine en 1857.

Ottawa Tribune, le 14 novembre 1856

Siège du gouvernement, lettre au rédacteur en chef de la Tribune

Six raisons pour lesquelles Ottawa devrait être le siège du gouvernement :

- La ville se trouve à la frontière entre le Haut et le Bas-Canada
- Elle a la meilleure situation stratégique militaire dans les deux Canadas, étant située à distance sécuritaire de la frontière
- L'accès y est facile à partir de toutes les régions des Canadas en raison du canal Rideau et des chemins de fer; c'est la ville la plus centrale des deux Canadas
- Une grande partie de la population vivrait au coeur du pays, à l'abri de toute « contamination » des républicains
- Les revenus du canal Rideau et des chemins de fer augmenteraient considérablement et pourraient servir au remboursement des fonds injectés dans ces travaux
- Montréal pourrait immédiatement profiter des avantages de son influence commerciale

La décision de Sa Majesté

En octobre 1857, l'office des colonies fait des recommandations à la Reine en ce qui a trait au choix du siège du gouvernement, puis après un dernier examen de la question avec ses conseillers et le cabinet, la décision est prise : Ottawa sera la capitale du Canada!

Lettre adressée par le prince Albert à Henry Labouchère, secrétaire d'État aux Colonies, le 18 décembre 1857

I return the enclosed papers with very best thanks. Ottawa must indeed be a beautiful situation and all the detached descriptions must tend to confirm the impressions that the choice is the right one. We must now trust that the Province will look upon it in the same light, when it becomes known.

Henry Labouchère, secrétaire d'État aux Colonies, à sir Edmund Head, gouverneur général, le 31 décembre 1857. Journal XVI de l'Assemblée législative, 1858, partie I, p.139

By my despatch of the 17th April last, I informed you that Her majesty had been graciously pleased to comply with the prayer of the Addresses presented to Her by the Legislative Council and Assembly of Canada, namely – that she would exercise the Royal Prerogative by the selection of some place for the permanent Seat-of-government in Canada. This question has now been considered by Her Majesty and by Her Government, with that attention which its great importance demanded. The statements and arguments contained in the various memorials laid before them, in consequence of your invitation to the Mayors of the several Cities chiefly interested, have been fully weighed. I am commanded by the Queen to inform you that in the judgment of Her Majesty, the City of Ottawa combines greater advantages than any other place in Canada for the permanent Seat of the future Government of the Province, and is selected by Her Majesty accordingly.

La décision de la Reine est censée mettre fin aux rivalités et régler définitivement la question de l'emplacement de la capitale du Canada, mais ce n'est pas le cas. Les politiciens rejettent le choix de Sa Majesté et le Parlement itinérant continue de se promener de ville en ville, sans pour autant calmer les jalousies des résidents des villes rivales.

La réticence

Sur la scène politique

La Reine choisit Ottawa comme capitale du Canada, et la décision de la Souveraine est loin de faire l'unanimité. Il n'est pas immédiatement tenu compte de la prérogative royale, et les villes de Québec et de Toronto deviennent le siège du gouvernement pendant quatre années chacune. Bien que choisie en 1857, Ottawa devra attendre neuf ans avant d'accueillir sa première session parlementaire.

Des tensions politiques et des factions rendent la situation difficile pour le gouvernement Macdonald-Cartier, tant avant qu'après la présentation à la reine Victoria, en 1857, des lettres d'appui à l'égard des villes candidates.



Titre/Description : Cette version de l'estampe de Stent et Laver représente Ottawa avant la construction des édifices du Parlement. Ceux-ci apparaissent sur une version plus récente de l'estampe (C-002812)

Date : [ca.1860]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / C-002813

Droit d'auteur : Périmé

Le chef conservateur du Canada-Ouest John A. Macdonald et le chef libéral réformiste du Canada-Est Georges-Étienne Cartier deviennent co-premiers ministres de la Province du Canada de 1857 à 1862. En 1864, un gouvernement de coalition est ensuite formé pour inclure les réformistes du Haut-Canada (Canada-Ouest) afin d'aider à apaiser la dissidence provoquée par le projet de confédération.

Le mouvement politique qui avait mené à l'unification des provinces du Canada était inspiré du rapport de Lord Durham, qui prônait un système commercial commun et la notion de gouvernement responsable. Toutefois, le principe de la représentation égale avait donné lieu à une dualité; tout en faisant désormais partie d'un même cadre politique, le Haut-Canada et le Bas-Canada, dont l'histoire, la société et la culture étaient différentes, étaient demeurés égaux et distincts. Géographiquement parlant, ils constituaient respectivement le Canada-Ouest et le Canada-Est, et l'Acte d'Union était venu sceller ce dualisme dans la Constitution même, engendrant le dédoublement des partis, des ministères et des opinions politiques.

Les scissionnistes demeurent particulièrement influents au Canada-Est, où un groupe conservateur d'opposition et les conservateurs catholiques du Parti bleu, dirigé par G.-É. Cartier, obtiennent plus de sièges que les libéraux du Parti rouge. Un gouvernement

de coalition est alors formé pour la Province du Canada afin d'appuyer le mouvement en faveur de la confédération.

La position de John A. Macdonald à la tête de l'alliance politique du Canada-Ouest est chancelante : le pouvoir risque de lui échapper au moindre désalignement d'un groupe de partisans du Canada-Ouest. Il lui faut donc agir avec prudence et mener ses affaires politiques en ne laissant paraître aucune partialité.

Le verdict tombe et crée un émoi politique

L'annonce au Canada du choix d'Ottawa comme capitale sème à la fois la joie, la surprise, la colère et la consternation. À Ottawa, la nouvelle enchante, tandis qu'ailleurs, elle est accueillie avec ressentiment et jalousie chez les partisans des autres villes en lice et ceux qui militent pour la prédominance de l'Est ou de l'Ouest.

Le communiqué officiel du secrétaire d'État aux Colonies Henry Labouchère dévoilant le choix de la Reine est livré à Toronto. Voyant son gouvernement assailli pour avoir gardé confidentielle la dépêche du secrétaire d'État aux Colonies, John A. Macdonald demande au gouverneur général, sir Edmund Head, de rendre le document public le 13 février 1858 et d'empêcher ainsi toute déformation possible de son contenu.

Le gouverneur général et John A. Macdonald communiquent l'information à l'éditeur du *Colonist* de Toronto en lui suggérant de n'insérer la nouvelle qu'à la toute dernière minute dans le journal pour éviter que le *Globe* ne s'en empare. John A. Macdonald veut être le premier à divulguer au public le choix de la Reine, qu'il sait potentiellement incendiaire, et tient à ce que l'annonce soit formulée comme l'entend le gouvernement, la pratique de l'époque voulant que tenants et opposants passent par des journaux adhérent à leur vision politique respective pour publier l'information de manière à servir leurs propres fins.

John A. Macdonald écrit à la Reine pour l'informer de la dissension politique qui règne et des répercussions de celle-ci sur son choix.

That this house is duly grateful to Her Majesty for complying with the Address of Her Canadian Parliament, praying Her Majesty to select a permanent Seat of Government, but that this House deeply regrets that the City which Her Majesty has been advised to select is not acceptable to a large majority of the Canadian people – [Yeas 45, Nays 63].

Procès-verbal de l'Assemblée législative, 31 juillet 1858, BAC, MG 26 A, no de reproduction 97

How stands the case? Both branches of the Legislature had during the last Session in effect declared that in consequence of local interests and sectional jealousies, it was

impossible for us in this country to agree upon any place as the permanent seat of Government

Discours du procureur général Macdonald, BAC, MG 26 A, vol. 158

De toute évidence, J. A. Macdonald et G.-É. Cartier se trouvent devant un grave dilemme.

Un débat public éclate : la décision de la Reine constitue-t-elle une désignation ou une simple recommandation, et a-t-elle été prise par la Reine elle-même (comme le prétendent les conservateurs) ou par le secrétaire d'État aux Colonies (comme le prétendent les réformistes)?

Une lettre du prince Albert au secrétaire d'État aux Colonies Henry Labouchère et remise à sir John A. Macdonald après la tenue des élections semble attester que, même s'il en a repoussé la publication jusqu'en février 1858, John A. Macdonald ne pouvait pas avoir été informé officiellement de la décision prise par la Reine quelques mois avant les élections.

My Dear Mr. Labouchere,

I return the enclosed papers [with the very best remarks] Ottawa must indeed be a beautiful situation and all the detailed descriptions [] tend to confirm the [impression] that the choice is the right one. We must now trust that the Province must look upon it in the same light, [once it becomes known]

Ever

Yours Truly,

Albert

Dec 18, 1857

[ashorne]



Titre/description : Bird's eye view of the City of Ottawa, Province, Ontario, Canada / drawn by Herm. Brosius. Chicago Litho. Co., 1876. Herman Brosius

Date : 1876

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada

Droit d'auteur : Périmé

Dans les journaux

L'insatisfaction à l'égard du choix de la Reine, qui s'explique notamment par la division de l'appui du public entre les différentes villes candidates, ne pourra être réprimée que vers la fin du processus d'établissement de la capitale à Ottawa (il faudra attendre jusqu'en 1865 pour que soit prise la décision politique finale proclamant Ottawa CAPITALE NATIONALE de l'éventuelle confédération). En effet, dans les journaux du pays, calomnies et diffamations politiques se poursuivent pendant une bonne partie des années 1860.

Dans un éditorial de l'Ottawa Citizen du 11 juin 1861 intitulé « The New Capital », on peut lire les propos suivants d'« un correspondant de Québec d'un journal du Haut-Canada » :

« It is becoming a confident assertion among well informed persons here, that the disturbed state of the neighbouring Republic added to the blunders and jobberies in connection with the Public Building at Ottawa, the works upon which are reported to have been altogether stopped, cannot fail to give the quietus to Sir Edmund Head's pet scheme of fixing the seat of government at that city. Indeed in view of an invasion from the United

States, an event quite likely enough to grow out of the rebellion in that country, it would be sheer madness to remove the government, with its valuable archives, beyond the security of this fortified city and the mother country; a communication for the supply of troops and materials of war, could in such a contingency be uninterruptedly kept up. »

À cette allégation et à la rumeur d'une guerre imminente, le Citizen réplique :

« we give the most unqualified contradictions to the above concoction of falsehood and slander. Interference with Queen's decision has never been heard of except in mutterings of faction and disloyalty. Nor has there been, except in the midnight maunderings of hungry and disappointed place-hunters, any mention of blundering or jobbing in regard to our Public Buildings. Those works were never at anytime so vigorously proceeded with as they are at the present moment. »

Ottawa Citizen, le 24 mai 1864

« At the present moment the condition of Ottawa is, to say the least, peculiar. Perhaps never in the history of any country has the fate of the city been so placed. Years ago it was declared to be the Capital of Canada by no less authority than that of the SOVEREIGN. Since that declaration was made, interests that are influential and powerful have been employed against it. Time and again we have heard that the carrying out the Royal decision was doubtful; and these rumours have been regarded as truthful. At present, however, we have every prospect of a realization our long-deferred hopes. We have every reason now to ____ upon the removal of the Seat of Government here as certainty. No later than Saturday week, it was declared by the Executive Council that the removal would take place next autumn, under any circumstances. »

Ottawa Citizen, le 28 décembre 1866 [éditorial]

[Deux raisons de ne PAS faire d'Ottawa le siège du gouvernement]

« (...) the people of the eastern provinces may require as a guarantee against the, by them, justly dreaded influence of Upper Canada, that the Seat of their and our common government shall not be so far from their frontiers as the line of Ottawa. (...) If Ottawa is not secure enough for the future capital what must Montreal be? The American Union almost holds it the hollow of its hand. The opinion of sir John Michel as reinforced the opinion of General Scott, who said a competent commander could go into Montreal in a coach and four. »

Ottawa Citizen, le 29 décembre 1866 [éditorial]

[Ottawa indéfendable, rhétorique politique]

« The re-opening of the Seat of Government question by the Quebec press has brought another question of great importance prominently before the public, namely, the question as to the defensibility of Montreal and Ottawa against the attacks of an invading army. The theory started by our Quebec contemporary is, that the seat of Government is to be removed from Ottawa, that Montreal being indefensible in a military point of view, is unworthy to become the capital of the Confederate Provinces. Our contemporaries, conscious of the great national advantage of position, and the assumed impregnability of

the ancient capital, see in that reason why Quebec should become the metropolis of the confederation. We have no doubt, whatever, about the sincerity of our contemporaries in believing that their city presents [many] attractions and advantages as a location for the seat of Government; we think however, that all their arguments will be lost, as the question of the Seat of Government now appears to be a closed one. But if the question were an open one, and the adaptedness of this place, or the other places, for the seat of Government was to be judged solely upon consideration of military defensibility, we could not look at matters in the same way that our contemporaries do. Military science has undergone great revolutions since the days of when engineers and artillerists looked upon Gibraltar, Quebec, and Malta as impregnable fortresses. Modern engineers and artillerists express themselves with some confidence to the practicability of reducing Gibraltar, as at present defended and fortified, by means of the large siege ordnance constructed under the superintendence of several European Governments and by the United States Government. It has been shown repeatedly, within the last few years, by a series of practical experiments made in England and the United States, that the most solid blocks of masonry can offer but very slight resistance to the Armstrong, Palisser and Parrott guns. The British Government has recognized its sense of the danger in which its strongest fortifications are now placed by ordering from the Messrs. Cammell, of Sheffield, a large number of heavy steel plates for the fortresses of Gibraltar and Malta. We do not know whether similar plates will be ordered for the fortifications at Quebec, but it seems to us that, if they are needed at Gibraltar and Malta, they are required to put the ancient capital in a fit state to repel the assaults of the American monitors and iron-clads. The late American and Dano-German wards have exploded many of the old theories entertained by military men respecting fortifications. The history of the defence of Vicksburgh and Richmond of the latter place in particular, has taught that earthwork fortifications can be rapidly constructed, that they are capable of conversion into the strongest of fortresses, and that they offer many advantages not possessed by masonry. Such works could very easily be erected in the neighbourhood of Montreal or Ottawa, and any invading army could be kept at respectful distance from the cities. It is more nonsense to say, as our Quebec contemporaries do, that neither Montreal nor Ottawa could be put in a state of defence. It is true that our contemporaries allege that Sir John Michel has, at some time and in some place, said that Montreal was indefensible. With all respect to Sir John Michel's experience and ability in military matters, we must say that any such expression coming from him would be treated disrespectfully. We are inclined to think that the Commander of the forces has been misrepresented. In the first place, we think that if his opinion had been as stated, he would not have given expression to it; and in the second place, we are sure that he holds an opinion exactly opposite to that alleged. Our Quebec contemporaries would do well to use diligence in looking up the latest opinion with respect to fortresses and the art of fortifying. »

Ottawa Citizen, le 1er janvier 1867 [éditorial, revue de fin d'année]

« (...) The Parliament of Canada met for the first time in Ottawa. By this meeting the choice of her Majesty of a permanent metropolis for Canada was fully carried out. The matter is, therefore, now settled beyond all peradventure that Ottawa will be the Capital of

Confederated British America. It is true that some dissatisfaction exists at the arrangement and many journals are endeavouring to unsettle the matter. But the same considerations which operated with her majesty in influencing her to make choice of Ottawa over all other competitors exist now with increased force; and as "Ottawa must be the Seat of Government subject to the Royal Prerogative" according to the provisions of the Quebec scheme of Confederation, there is but small reason to calculate that the present arrangement will be disturbed. »

Ottawa, le résultat final

Les raisons d'établir le siège du gouvernement à Ottawa ne manquent pas : les nombreux avantages logiques et rationnels de l'emplacement sont énoncés dans plusieurs rapports du gouverneur général et loués dans les articles des journaux partisans, les discours des politiciens et les lettres d'appui envoyées à la Reine en 1857. Or, ils ne sont pas sincèrement admis par tous les politiciens de l'époque.

Pour beaucoup, Ottawa n'est que le deuxième choix. En outre, ce serait un gaspillage de ne pas utiliser les édifices du Parlement nouvellement construits à cet endroit pour accueillir le siège du gouvernement de la Province du Canada. Le Dominion établira donc sa capitale dans la ville choisie initialement par la Reine, et son gouvernement s'installera dans des bâtiments érigés expressément à cette fin.

Pleinement conscients du symbolisme et du prestige qu'apportera la désignation de capitale à la ville choisie et à ses environs, les politiciens ne sont pas sans savoir que des bénéfices plus tangibles s'ensuivront.

Établir la réalité physique

Choisir le siège du gouvernement

Le climat politique en Ontario et au Québec était souvent mouvementé, sectaire et conflictuel. Les manifestations publiques devenaient souvent violentes. Les bâtiments publics étaient une des cibles préférées des manifestants. Avant 1867, les édifices du Parlement de Québec avaient déjà été à deux reprises la cible d'incendies criminels. Il fallait choisir le siège permanent du gouvernement et, du fait de cette violence, construire des édifices du Parlement permanents.

Tout allait se décider en mars 1857 : l'Assemblée législative vote alors un crédit parlementaire de 225 000 \$ pour la construction de bâtiments devant abriter en permanence le siège du gouvernement. Le 7 mai 1859, le ministère des Travaux publics invite les architectes à présenter des plans pour le nouvel ouvrage. Au total, 16

plans établis par 14 concurrents sont reçus. Les architectes retenus devaient toucher 250 ? et ceux qui se classeraient deuxième, 100 ?.



Titre/description : Dessin proposé des édifices du Parlement, v.1860.

Créateur : Artiste inconnu

Date : [ca.1860]

Identificateur numérique : Bibliothèque et Archives Canada / C-10086

Droit d'auteur : Gouvernement du Canada



Titre/description : Old Centre Block, Parliament Buildings, Ottawa. East and West elevation

Créateur : Fuller and Jones, architects

Date : [v.1860]

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / RG11M

Droit d'auteur : La Couronne

Les plans soumis sont variés et imaginatifs. Dix sont de style classique ou italien et les six autres de style normand ou gothique. Ces plans sont jugés selon une série de critères, dont :

1. La fonctionnalité du plan et de la disposition intérieure
2. Le coût de construction
3. L'usage de matériaux locaux précisés
4. L'orientation ou l'adaptation au lieu choisi
5. L'adaptation au climat
6. Le coût du chauffage et de la ventilation
7. L'éclairage
8. La beauté de la conception
9. Le respect des conditions énoncées dans le devis
10. La sécurité incendie.

Les juges choisissent le style néo-gothique, qu'on a appelé le premier style national du Canada. Faisant écho à Westminster, le foyer du Parlement britannique achevé en 1852, un contemporain nommé Wilfred Egleston décrit le style retenu comme étant « un type d'architecture romantique et pittoresque qu'on a estimé le plus convenable pour ce site incomparable ».

Les nouveaux édifices du Parlement sont construits en grès local, extrait des carrières de M. Augustus Keefer, du comté de Nepean; les arches surplombant les fenêtres et le linteau des portes sont de grès rouge provenant de Potsdam (New York) et les habillages sont de grès gris de l'Ohio. La couverture est en ardoise foncée du Vermont décorée d'une bande d'ardoise vert pâle provenant du même État. L'Ottawa Citizen décrit l'arrivée à Prescott de la première cargaison de pierre destinée aux édifices du Parlement, en provenance de l'Ohio, le 17 avril 1860.



Titre/description : Personnel – Site de la construction des édifices du Parlement. L-R : J. Lebreton (Lebrett?) Ross(?), ingénieur; René Steckel; Charles Baillargé; William Hutchison; G.B. Pelham; F.P. Rubidge, ingénieur-chef adjoint; John Bowes; J.H. Pattison (Patterson?); J. Larose; Arnoldi; T. Fuller; Kelly(?) 1866.

Créateur : inconnu

Date : [ca. 1865]

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-000161 ou Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / PA-124244

Droit d'auteur : Périmé

Les architectes Fuller et Jones sont retenus pour construire l'édifice du Centre, tandis que les architectes Stent et Laver le sont pour les édifices de l'Est et de l'Ouest. Restait donc à trouver un entrepreneur. Le 15 novembre 1859, l'Ottawa Citizen rapporte que les soumissions pour la construction de l'édifice doivent être livrées à midi ce même jour. Dès le 18 novembre, le Citizen annonce la décision de M. McGillivray, maire

d'Ottawa : « McGreevy de Québec obtient le contrat. C'est un entrepreneur de premier ordre ». La construction peut alors commencer.

La construction débute – conditions de travail et salaires des ouvriers



Titre/Description : Vue vers l'est depuis la Colline du Parlement, construction des édifices du Parlement, 1861. Inscription : Photo de S. McLaughlin :/(Verso :) basse-ville /(Estampille :) D.A. McLaughlin, photographe du ministère des Travaux publics, des Chemins de fer et des Canaux.

Créateur : Samuel McLaughlin, Photographer

Date : [ca. 1865]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin / C-000610

Droit d'auteur : Péréimé



Titre/description : Édifice du Centre, les édifices du Parlement en construction, v. 1865.

Créateur : Samuel McLaughlin, Photographe

Date : [ca.1865]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin / C-003039

Droit d'auteur : Péréimé

Le commissaire aux travaux publics nommé Samuel McLaughlin (1826-1914) photographe officiel du chantier. Il reçoit pour mandat de capturer en images la progression des travaux.

La construction s'amorce en 1860. Le 17 janvier 1860, l'Ottawa Citizen rapporte que les travaux de terrassement du lieu choisi sont en cours et que les ouvriers « charrient ce qu'il reste des anciennes casernes autrefois occupées par les militaires ». Le Citizen fait aussi état de la présence des architectes et de l'entrepreneur dans la ville, ainsi que des effets de la croissance rapide de la population :

En quelques jours, des tailleurs de pierre, des maçons, des menuisiers et des tas d'autres hommes de métier se sont ajoutés à ceux qui travaillent déjà, ce qui fait augmenter les loyers des maisons d'habitation, qui commencent à se faire rares.

Ottawa Citizen, le mardi 17 avril 1860

L'achèvement d'un projet aussi monumental exige l'effort de centaines d'ouvriers. Le 17 février 1860, l'Ottawa Citizen raconte que le site est un fouillis « de déblais et d'ateliers de menuisiers, de forgerons et de tailleurs de pierre. Les anciennes casernes ont été

transformées en bureaux pour les entrepreneurs ». Entre 400 et 500 hommes travaillent en 200 équipes. Le barème des tarifs présenté par Thomas McGreevy dans son offre originale fait état du coût important des matériaux et de la main-d'œuvre.

Édifices du Parlement, Ottawa, Canada-Ouest. MM. Fuller et Jones, architectes.

« Barème des tarifs et prix fixes pour la main-d'œuvre et les matériaux fournis et requis pour la construction des nouveaux édifices du Parlement, Ville d'Ottawa, formant la base des prévisions et de la soumission ci-jointe. On tiendra compte de l'échelle des tarifs ci-dessous pour évaluer l'état d'avancement des travaux, de même que les changements, ajouts ou travaux annulés, ainsi que tout travail supplémentaire, tarifs devant être mesurés et calculés uniquement par les architectes ou par le délégué du maître d'œuvre. » [Transcription partielle]

Tableau 1 - Barème des tarifs et prix fixes

Ouvrier – travaux de terrassement	1 dollar/jour
Charrette, équipage et charretier	2,50 dollars/jour
Maçon – ouvrier	1 dollar/jour
Briqueteur	1,50 dollar/jour
Tailleur de pierre	
Grès local	0,20 à 0,75 dollar/pied cube, taille et pose
Grès de l'Ohio	0,20 à 0,50 dollar/pied cube, taille et pose
Marbre d'Arnprior?	1 dollar/pied cube, taille et pose
Charpentier et menuisier	
Charpente, toits dissimulés, bois gris	4 dollars/1 000 pieds, mesure anglaise
Charpente, toits ouverts, bois corroyé	4 dollars/1 000 pieds, mesure anglaise
Charpente, solives de planchers	3 dollars/1 000 pieds, mesure anglaise
Charpentier, général	1 dollar/jour

Sculpteur sur bois	3 dollars/jour
Ferblantier	1,25 dollar/jour
Forgeron	1,25 dollar/jour
Plâtrier	1,50 dollar/jour
Peintre	1,25 dollar/jour
Vitrier	1,25 dollar/jour
Plombier	2 dollars/jour

*Ce barème de prix a été soumis en novembre 1859 par Thomas McGreevy, entrepreneur des édifices du Parlement. Cependant, il n'a pas été accepté à ce moment-là. Il a été présenté comme élément de preuve à la commission d'enquête le 26 août 1862 par S. Keefer, pièce 18.

En guise de comparaison, l'échelle de salaire des fonctionnaires et des ministres de l'époque est la suivante :

Salaire annuel :

- Sous-ministre et ingénieur en chef de la division technique – 4 000 \$
- Architecte – 3 200 \$
- Ingénieur en mécanique et chef des commis – 2 000 \$
- Commis – de 400 \$ à 1 300 \$
- Messagers – de 300 \$ à 500 \$

Les salaires de ceux qui travaillaient à la construction du Parlement sont justes et équitables. Dans son sommaire de fin d'année 1860, l'Ottawa Citizen déclare :

Tous ceux ayant sollicité un emploi comme tailleur de pierre ou un métier connexe ont obtenu du travail au Parlement à un salaire équitable [et] pas un seul homme n'a été congédié du chantier. Ottawa Citizen, le 4 janvier 1861



Titre/description : [Déjeuner sur la Colline : un ouvrier de la construction du Parlement admire le paysage.] Construction des édifices du Parlement, section nord-ouest de l'édifice du Centre et contre-boutants de la bibliothèque, 1868.

Créateur : Samuel McLaughlin, photographe

Date : 1868

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin / C-10005

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Construction des édifices du Parlement, édifice du Centre.

Créateur : Samuel McLaughlin

Date : [186-?]

Identificateur numérique : Library and Archives Canada / Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin / C-18016

Droit d'auteur : Périmé

Le travail exigé des ouvriers est parfois élevé quand les gestionnaires imposent des échéances :

La toiture de l'aile droite des édifices administratifs a été commencée mercredi et progresse rapidement; dans cinq semaines, la même opération aura lieu aux édifices du Parlement. Les artisans et autres travailleurs employés à la construction de la bibliothèque travaillent maintenant de 5 h à 20 h car les entrepreneurs sont tout à fait déterminés à ce que les travaux n'accusent pas de retard. L'énergie qu'ils déploient tue les maigres espoirs de certains mais plaît aux amis de la nouvelle capitale. Ottawa Citizen, le 2 août 1861

Les conditions au chantier peuvent également être dangereuses. On rapporte souvent que des hommes tombent des murs, parfois d'une hauteur de 30 pieds. En août 1861, le maçon Charles Devlin succombe à de multiples blessures par suite d'une chute de 24 pieds de l'échafaudage de l'édifice de l'Ouest.



Titre/description : Échafaudage de maçons sur l'édifice du Centre. Édifice de l'Est des édifices du Parlement pendant la construction. Photographie : Elihu Spencer, ministère des Travaux publics.

Créateur : Elihu Spencer, photographe; ministère des Travaux publics

Date : [après 1860]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Elihu Spencer, ministère des Travaux publics / LAC PA-126920

Droit d'auteur : Périmé

La visite du prince de Galles

La construction du premier siège permanent du gouvernement est marquée par la venue au Canada du prince de Galles qui est invité à poser la première pierre de l'édifice du Centre en septembre 1860. Pompe et cérémonie sont de mise lors de sa visite; on assiste à des efforts d'embellissement de la ville car, comme le déclare l'Ottawa Citizen du 18 août 1860, « la pose de la première pierre de la capitale du Canada-Uni par le prince héritier est un événement sans pareil sur ce continent ». On espère également qu'un accueil chaleureux à Ottawa permettra de donner suite aux doléances que le Canada pourrait éventuellement présenter à la Grande-Bretagne.

[Ce] sera la première occasion qu'il sera publiquement reconnu comme étant l'héritier manifeste et il verra dans les manifestations des Canadiens une expression à caractère politique plutôt que personnelle et individuelle [...] plus tard, quand il occupera un [?] plus élevé, il se souviendra avec gratitude de l'accueil chaleureux qui lui aura été réservé la première fois qu'il s'est présenté comme représentant du pouvoir souverain. Ainsi, il sera

plus disposé à régler les doléances des Canadiens et plus enclin à prêter son soutien aux mesures visant à promouvoir la prospérité de ce pays. Ottawa Citizen, le 6 juin 1860

La venue du prince est marquée par la construction « d'arches triomphales », des discours, des concerts de musique, des défilés, etc. À son arrivée à Ottawa, le prince est accueilli par 150 canots d'écorce, avec équipages en uniforme, venus

« lui souhaiter la bienvenue et former un demi-ovale devant son navire à vapeur pour lui servir d'escorte jusqu'au débarcadère ». (Ottawa Citizen, le 16 juin 1860)

Le jour de la cérémonie, le 1er septembre 1860, le prince pose la première pierre, un bloc de marbre blanc extrait des carrières d'Arnprior (Ottawa Citizen). Un déjeuner est servi sur la pelouse pour les travailleurs et leur famille. Des fêtes de toutes sortes ont lieu partout dans la ville afin de marquer cet événement historique. La présence de l'héritier royal venu sanctionner officiellement la construction des édifices du Parlement du Canada vient renforcer l'identité naissante d'Ottawa, capitale du Canada.

La construction s'arrête et une enquête est déclenchée

La construction des édifices s'arrête en automne 1861; les coûts de construction s'élèvent bien au-delà des attentes et la cessation des travaux provoque un bouleversement économique. Soudain, des centaines d'artisans et d'ouvriers sont sans travail. En 1860, l'Ottawa Citizen avait rapporté que le commerce se portait « extrêmement bien », que les inventaires des magasins s'épuisaient à cause de la forte demande, et que « les revenus des douanes dépasseraient 16 000 ? cette année ». Cette nouvelle conjoncture entraîne une rareté d'emplois pour les artisans et les ouvriers. En automne 1861, le Citizen indique que « l'approche de l'hiver cause une suspension des travaux et près de 3 000 hommes souffriront des inconvénients de cet arrêt ». Cependant, des observateurs externes rapportent qu'Ottawa connaît une croissance et, ce qui importe encore plus, qu'ils ont l'impression que « la Haute-Ville, la Basse-Ville et la Moyenne-Ville (surtout cette dernière) ont été érigées en moins d'un an et ont façonné... une ville de taille importante qui était jadis éparpillée ». (Ottawa Citizen, le 11 janvier 1862) C'est pendant l'arrêt de la construction des édifices du Parlement que de nombreuses structures sociales, telles que des églises et écoles, des hôtels et résidences, sont construites par ces mêmes artisans et ouvriers.

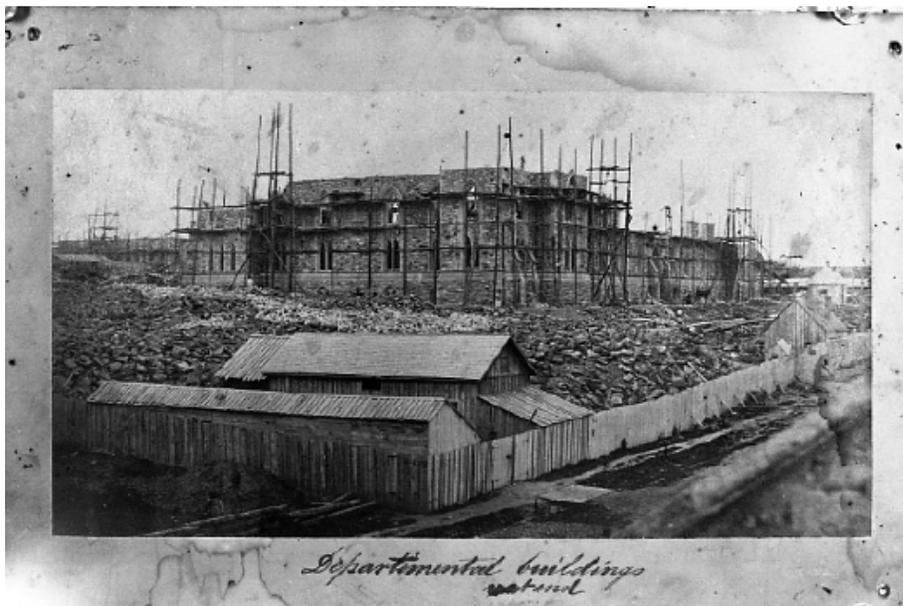
Le 7 juin 1862, une commission d'enquête spéciale est créée pour examiner cette affaire. La commission siège du 4 août au 19 septembre 1862 et tient d'autres séances en décembre 1862 et en janvier 1863. Le rapport est remis au procureur général du Canada-Ouest à des fins d'étude et de compte rendu.

Le Rapport de la commission d'enquête du 29 janvier 1863 révèle ce qui suit :

- L'emplacement proposé pour les nouveaux édifices n'a jamais été examiné correctement par le gouvernement pour déterminer la profondeur du sous-sol rocheux et la construction a été approuvée sur la base de renseignements erronés. Le sous-sol rocheux étant en fait beaucoup plus épais que prévu, la construction des fondations des édifices a exigé plus de temps et d'argent que ce à quoi l'on s'attendait.
- Pour des raisons inconnues, on a adjugé à McGreevy le contrat de construction contrairement aux règles établies puisque la soumission originale de l'entrepreneur n'était pas en règle (par exemple, elle ne contenait pas de barème des coûts en bonne et due forme).

La conception des édifices ne tenait pas suffisamment compte du coût des systèmes de chauffage et de ventilation. En outre, le sous-commissaire avait autorisé que tous les travaux de chauffage et de ventilation

« soient entrepris, achevés et payés sans que des devis soient exigés ou produits, sans contrat, sans vérification, sans barème de prix et sans aucun arrangement que ce soit quant aux conditions ou au prix des travaux ».



Titre/description : Les édifices du Parlement en construction, Édifice de l'Ouest, v. 1861.

Inscriptions : (recto) 3./Departmental Buildings./Western Block.

Créateur : Samuel McLaughlin, Photographe

Date : [ca.1861]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / C-018354 / Samuel McLaughlin
Droit d'auteur : Périmé



Titre/description: Construction des édifices du Parlement, édifice du Centre, v. 1865, vue du toit de l'édifice de l'Ouest. La tour principale en construction.

Créateur : inconnu

Date : [ca.1865]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin / C-018353

Droit d'auteur : Périmé

Les architectes n'ont pas convenablement supervisé l'état d'avancement des travaux. Par exemple, ils n'ont pas vérifié ou mesuré les murs des fondations avant que ceux-ci aient atteint le niveau des planchers du sous-sol (plusieurs d'entre eux étaient mal situés, inutiles ou trop épais). De nouveaux murs de fondations ont dû être construits. « Une grande partie de la mauvaise gestion et plusieurs des erreurs leur sont attribuables [les architectes], directement ou indirectement ». Ils avaient autorisé des travaux supplémentaires sans la permission du gouvernement, avaient entrepris des travaux superflus et avaient permis à un certain M. Morris d'exercer au chantier une autorité qu'il ne possédait pas. « Une grande partie de la mauvaise gestion et plusieurs des erreurs leur sont attribuables [les architectes], directement ou indirectement ». Ils avaient autorisé des travaux supplémentaires sans la permission du gouvernement, avaient entrepris des travaux superflus et avaient permis à un certain M. Morris d'exercer au chantier une autorité qu'il ne possédait pas.

Malgré ces conclusions, les architectes sont autorisés à terminer le travail. La commission justifie cette décision en invoquant deux raisons :

- Le recrutement de nouveaux architectes pour terminer les travaux serait trop compliqué.
- « On leur causerait un grave préjudice en les privant de l'honneur d'avoir terminé les édifices. Nous recommandons donc respectueusement qu'ils puissent continuer, mais que leurs tâches et allocations soient bien définies avant qu'ils procèdent à tout autre travail. Le présente [commission] suggère respectueusement de réserver 5 p. 100 des dépenses totales, la dépense afférente aux nouvelles mesures exactes pour ces travaux étant déduite, puisque les architectes devaient prendre ces mesures au départ selon l'entente originale, mais qu'aucune allocation ne leur soit accordée pour le travail superflu ou non nécessaire ».

Les travaux de construction reprennent en 1863 et les édifices sont occupés pour la première fois en 1866.

Coût final :

Édifice du Centre - 1 373 633 \$

Édifice de l'Est - 699 775 \$

Édifice de l'Ouest - 518 352 \$

Total - 2 591 760 \$

La bibliothèque, terminée en 1877, ajoute 301 812 \$ à ces coûts. Le budget original de construction de tous les édifices du Parlement était de 1 093 500 \$ si bien que le projet dépasse ce budget de 1 498 260 \$ et, si l'on rajoute la bibliothèque, l'excédent réel atteint un peu plus de 1,8 million de dollars.



Titre/description : Édifices du Parlement, v. 1866.

Créateur : Alexander Henderson, 1831-1913 Photographe

Date : [ca.1866]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Alexander Henderson / PA-185230

Droit d'auteur : Périmé

La construction des édifices du Parlement à Ottawa a été achevée parce que la Province du Canada avait besoin de solidarité. Comme le fait remarquer le correspondant du Québec pour le Citizen, selon un « Ordre du jour » à la Chambre des Communes, le 19 mai 1861 :

“that whereas the circumstances of the country had very much changed since the Queen’s decision, and whereas, a confederation of all the British North American Provinces had been proposed by the Government, it was inexpedient to proceed with the erection of the Public Buildings at Ottawa until that question was decided or some other constitutional change rendered necessary by the state of the Province had been made.”

Les strates de la ville d'Ottawa

La superstructure du gouvernement fédéral, formée des organismes gouvernementaux, et l’infrastructure, composée des services et du personnel de soutien ont contribué à changer la vocation d’Ottawa, et la « ville de bûcherons » est devenue la capitale fédérale. Nombre de personnes, de familles, de documents et de renseignements ont été amenés à Ottawa ce qui nécessitait beaucoup d’espace et un système de transport sécuritaire. Des bâtiments ont dû être construits alors que d’autres ont été rénovés pour accueillir les nouveaux venus. L’apparence et l’ambiance de la ville s’en sont trouvées transformées à mesure que des services ont été créés, de nouveaux styles

architecturaux sont apparus et la densité a augmenté à tel point qu'Ottawa s'est métamorphosée en une communauté urbaine. Certains fonctionnaires logeaient dans des pensions durant l'hiver et faisaient venir leur famille au printemps, toutefois certaines épouses refusaient simplement de déménager à Ottawa. Il y a donc lieu de se demander dans quelle mesure les décisions personnelles ont influencé les décisions politiques publiques, par exemple, le vote pour qu'Ottawa devienne la capitale fédérale?

Infrastructure



Titre/description: Rue Metcalfe, vue vers le nord et la rue Sparks, Ottawa, v.1890.

Créateur : Rorwick Accession

Date : v.1890

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-02942

Droit d'auteur : Périmé

L'infrastructure d'Ottawa fut modifiée de nombreuses manières lorsque la ville devint la capitale du Dominion du Canada, un processus de transformation observé par de nombreux participants de la vie sociale. Des changements allaient être apportés dans la

structure physique d'Ottawa, comme son aspect architectural, dans ses structures sociales, notamment en ce qui concerne la police et l'éducation, et dans ses structures économiques, comme par exemple le logement et les marchés de produits agricoles. Les tensions politiques ont été prises en compte dans les décisions sur la scolarisation des enfants et la disponibilité du logement, car Ottawa devait être considéré comme digne d'être la capitale du Canada.

Expansion de la ville

La ville s'est développée aux plans géographique, économique et physique au fur et à mesure qu'augmentait le nombre de travailleurs et d'employés du gouvernement.

La population de Bytown et des autres villes s'agrandissait bien que Bytown ait connu, selon les recensements, l'un des plus forts taux d'expansion entre 1841 et 1851, avec une hausse globale de 149 pour cent. Pendant la même période, Toronto a connu une croissance démographique de 116 pour cent, et Hamilton a obtenu le résultat le plus élevé, avec 315 pour cent!

Bytown a connu la plus forte croissance démographique entre 1851 et 1861, avec une population qui est passée de 7 760 à 14 669 résidents, soit une hausse de 189 pour cent.

Avec l'accroissement de la population, les types de travailleurs et d'artisans se sont également diversifiés. D'après les répertoires municipaux d'Ottawa de 1861 à 1871, les types et le nombre d'annonces parues ont augmenté tout en illustrant le changement et la diversité des services proposés.

Nécessaires pour créer et soutenir une ville en plein essor, les échanges commerciaux et les services appuyaient au début des années 1860 l'expansion des édifices du Parlement et d'autres structures. Le commerce était concerné par les métiers suivants :

Des tailleurs de pierres, des charpentiers, des éclusiers, des vendeurs d'assurances, des marchands de bois d'oeuvre, des fabricants de chaussures, des journaliers, des ébénistes, des forgerons, des monteurs d'installations au gaz, des plombiers, des taverniers, des commis, des arpenteurs-géomètres, des ingénieurs civils, des épiciers, un maître de poste, des banquiers, des orfèvres, des bouchers, des tonneliers, des fabricants de pompes, des armuriers, des selliers, des avocats, des libraires, un médecin homéopathe, un chimiste-pharmacien, un ferblantier, des enseignants, des entrepreneurs, des commis comptables, des imprimeurs, des coiffeurs, des hôteliers, des dentistes, des compagnies d'assurance, des horlogers, des meuniers, le Prescott railway, des tailleurs, un magasin de musique, des photographes et des menuisiers.



PA-012584

Titre/description : Le théâtre de Sa Majesté, avant 1867.

Créateur : Topley Studios, photographe

Date : [avant 1867]

Identificateur numérique :

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Topley Studio Fonds / PA-012584

Droit d'auteur : Périmé

La perspective contemporaine du changement à Ottawa en 1861 était axée sur les nombreux édifices construits et sur les améliorations apportées :

- La nouvelle aile du collège St-Joseph; l'église de l'England Schoolhouse et les nouveaux édifices
- Les nouveaux édifices de la rue Sparks, qui remplacèrent ceux détruits par le feu au printemps
- La résidence du Dr Grant, sur la rue Rideau
- La construction et l'inauguration d'un nouveau bateau à vapeur, le Victoria

L'évolution des édifices du gouvernement fut qualifiée de « satisfaisante » et aucun homme n'a été renvoyé; tous les intervenants du commerce de la pierre étaient embauchés à des salaires intéressants.

Les répertoires municipaux de 1864 et de 1865 indiquent que le commerce du bois d'oeuvre et la maçonnerie constituaient une large part des entreprises d'Ottawa.

Pendant ces années, on observa une augmentation du nombre de publicités de marchands, d'hôteliers, de commis comptables, etc. Il fallut par conséquent construire de nouveaux hôtels, et embaucher des ouvriers qualifiés en bâtiment. Ottawa comptait en outre de nombreux clubs sociaux, comme des cercles littéraires, des sociétés d'histoire naturelle ou d'abstinence, des clubs sportifs, des groupes maçonniques, des sociétés horticoles et un musée.



Titre/description : Victoria Hotel, esquissez de Frank Leslie Illustrated News, v. 1860

Créateur : inconnu

Date : [v. 1860]

Identificateur numérique : Library and Archives Canada / **Crédit** : Bibliothèque et Archives Canada CA-000141

Copyright : Expired / **Droit d'auteur** : Périmé

Alors qu'Ottawa était encore, sous de nombreux aspects, une ville forestière rustre, la construction d'édifices publics, comme la prison et le bureau de poste, et la naissance de sociétés culturelles et de connaissances, illustre que la ville devenait une agglomération urbaine plus « raffinée ».

Logement

Logement et marchés – changement social

Dès 1860, les éditeurs de l'Ottawa Citizen notent que le prix des locations augmentait avec l'arrivée de la main-d'oeuvre et des commerçants venus travailler à la construction des édifices du Parlement.

In few days - stone-cutters, masons, carpenters and host of other tradesmen in addition to the force already employed – increase rent of dwelling houses – which are becoming scarce. Ottawa Citizen du mardi 17 avril 1860

Les questions liées au logement et aux marchés de l'immobilier servaient également à propager une image de beauté et d'atouts de villes par rapport à d'autres, et ont donné lieu à des divisions partisans. Un article du Journal de Québec daté de novembre 1860 fait état du prix élevé des terrains à bâtir dans les limites d'Ottawa et suggère que « la ville a davantage à craindre de la conduite de ses propres résidents... » lorsque l'immobilier d'Ottawa n'était pas mis en valeur ou construit,

and [was] occupied by a person who has neither the sense nor magnanimity to make it available for the public... [an] evil genius of the place [when a] naked lot in 2nd class st. ?25 to 30 per foot frontage and even at this price the owner is not anxious to sell.
Journal de Québec, cité dans l'Ottawa Citizen, le 2 novembre 1860

Pour aller à l'encontre de la position selon laquelle Ottawa était surévalué et intenable pour les propriétaires éventuels, le Citizen publia un éditorial à ce sujet, voulant que la mention des « terrains valant cher au point de dissuader les gens d'acheter » était une hypothèse « presque » totalement infondée – il peut y avoir eu « un ou deux propriétaires » ayant maintenu leurs propriétés à des prix élevés, mais l'on retrouve des terrains municipaux à vendre selon des modalités raisonnables et faciles. Le Citizen poursuit :

Mr. Chas. Sparrow jr.- a land agent in Ottawa- advertised building lots a 5 min walk of the Parliament buildings from ?50 to 100 each, Size 1/5 to 1/6 of an acre
These prices are small compare to lots in Western towns and cities during speculative mania of 1855-56
Previous six months- Sparrow disposed of some \$50,000 worth and they are still in demand

Now it's a good time to purchase. The Price of Land in Ottawa - le Ottawa Citizen du 2 août 1861

Les marchés du logement à Ottawa étaient sollicités par la hausse soudaine de la population, qui a pu créer des pénuries de logement et des hausses du prix du loyer pour les résidents habitant déjà Ottawa.

Éducation

Au plan de l'éducation, Ottawa était en bonne position en 1864. On retrouve dans les répertoires municipaux le Collège d'Ottawa (fondé en 1848), l'Ottawa Senior Grammar school, l'Ottawa Academy et le Young Ladies Seminary. Les établissements élémentaires étaient soit classés comme écoles publiques ou privées.

Le plus important de ces établissements d'enseignement était peut-être le Collège de (Bytown) Ottawa, qui s'était vu attribuer une charte en tant qu'Université d'Ottawa en 1866. Fondé par l'évêque Guigues en 1848, le Collège fut le premier établissement d'enseignement supérieur à offrir des cours tant en anglais qu'en français. Le fossé partisan était ainsi comblé car le Collège catholique en appelait aux résidents catholiques francophones et irlandais lorsque la question de l'emplacement du siège du gouvernement fut à l'ordre du jour. D'abord situé sur la rue Sussex, le Collège reçut en 1855 six terrains à Côte-de-Sable, qu'il occupe aujourd'hui.



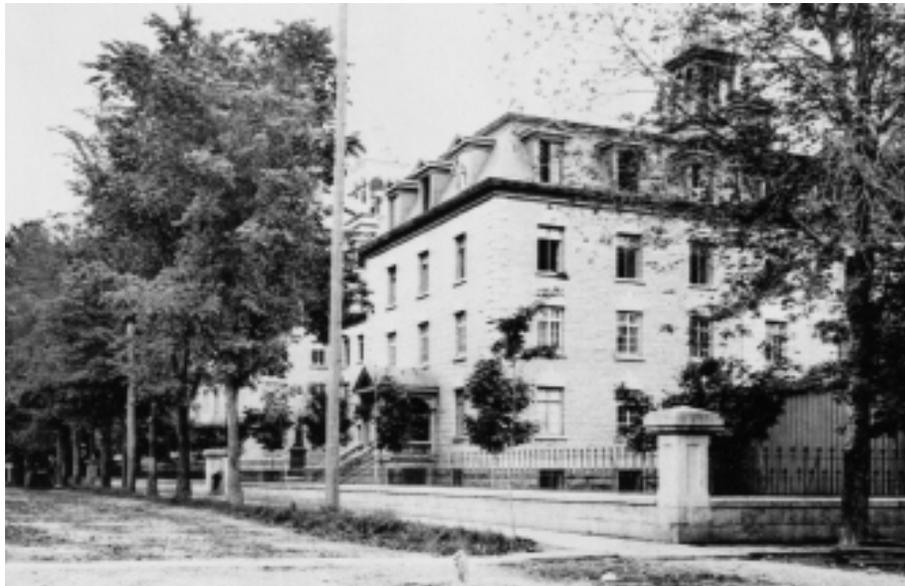
Titre/description : Université d'Ottawa, Pavillon Tabaret, 9 juin 1959.

Créateur : inconnu

Date : 9 juin 1959

Crédit : Les Archives de la Ville d'Ottawa / CA-002737-12

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Université d'Ottawa, 55, rue Wilbrod, entre Cumberland et Waller, Ottawa, 1898.

Créateur : inconnu

Date : 1898

Crédit : Les Archives de la Ville d'Ottawa / CA-001494

Droit d'auteur : Périmé

Entre 1866 et 1868, la hausse de population est estimée à 5 540 personnes.

Les besoins et les carences en matière sociale menèrent à la création d'organismes de soutien social. Le ministère de la Santé fut créé sous une forme rudimentaire en 1847 et l'Hôpital général d'Ottawa fut fondé en 1849 et ne répondait qu'aux besoins les plus fondamentaux de la population. Dans les années 1860 cependant, d'autres établissements avaient vu le jour par nécessité, comme l'orphelinat St-Joseph en 1865 et la résidence pour personnes âgées St-Charles en 1871. La Société St-Vincent-de-Paul fut créée en 1865 pour aider la population catholique romaine la plus défavorisée. La Young Men's Christian Association fut constituée en 1867 « pour favoriser la croissance et le développement des garçons et des jeunes hommes ». La population croissante créait une pression et une demande accrue pour des services sociaux plus étendus.

Architecture

L'aspect et l'atmosphère d'Ottawa changèrent considérablement pendant les dix années qui précédèrent son acquisition du statut de capitale du Dominion du Canada. L'architecture se transforma au fur et à mesure que les politiciens et les riches hommes d'affaires recherchaient une certaine esthétique architecturale. Avec le choix du gothique pour les édifices du Parlement, qui allait devenir le style national, les constructions correspondaient souvent à ces éléments visuels.

Les styles les plus fréquents des édifices patrimoniaux d'Ottawa sont le gothique, le néogothique, le bungalow de la basse-ville, le néogothique, le Second empire et l'italianisant.

Exemples de l'expansion de la ville :



Titre/description : "View of Ottawa looking West from Court House", « Vue d'Ottawa vers l'ouest depuis le palais de justice ». Vue probablement prise depuis l'ancien palais de justice sur la rue Nicholas, qui montre que les nouveaux bâtiments sur la Colline étaient le seul horizon de la ville à cette époque, 1866.

Créateur : Samuel McLaughlin

Date : [v.1866]

Identificateur numérique : Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / Samuel McLaughlin/C-001185

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Dessin proposé des édifices du Parlement, v.1860.

Créateur : Artiste inconnu

Date : [ca.1860]

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / C-10086

Droit d'auteur : Périmé

Notre Dame Cathedral - cornerstone 1841- completed in 1853- basilica in 1879

CA-019900, CA-002204, CA-001612



Titre/description : Université d'Ottawa, 55, rue Wilbrod, entre Cumberland et Waller, Ottawa, 1898.

Créateur : inconnu

Date : 1898

Crédit : Les Archives de la Ville d'Ottawa / CA-001494

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Rideau Hall, Ottawa. Extérieur de la résidence de Thomas MacKay - le bâtiment a été acheté comme résidence du gouverneur général.

Créateur : inconnu

Date : [19--]

Identifier : Crédit: Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-000116

Droit d'auteur : Périmé



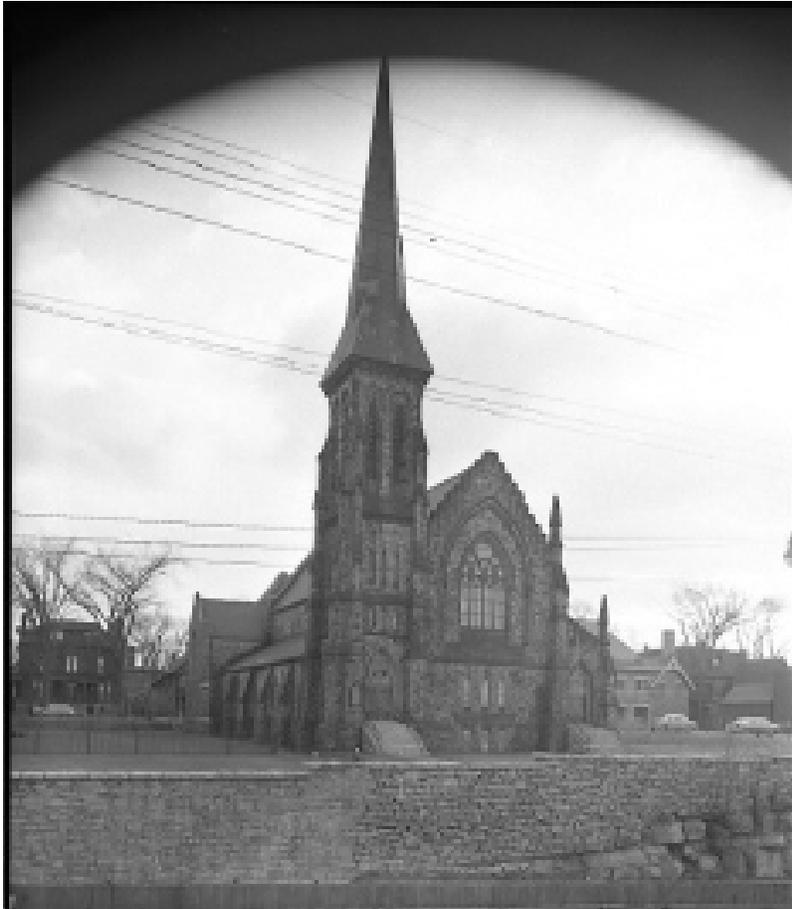
Titre/description : Vieille église St. Andrews, à l'angle des rues Kent et Wellington, Ottawa. Construite à l'origine en 1828 par les maçons de Thomas MacKay, il a été agrandie en 1854, et remplacé par la structure courante en 1872.

Créateur : inconnu

Date : [avant 1872]

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-002202

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Cathédrale Christ Church, extérieur, 2 décembre 1954. Construite à l'origine en 1833, a été agrandie en 1841, reconstruite en 1873, et élevée au rang de cathédrale en 1896.

Créateur : Andrews-Newton, Photographers.

Date : 2 décembre, 1954

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-006731

Droit d'auteur : Périmé



PA-012371

Titre/description : Le palais de justice et la prison, v.1870.

Créateur : William James Topley, photographe

Date : [v.1870]

Identificateur numérique :

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / PA-012371

Droit d'auteur : Périmé

Agrandissement du marché By

Avec l'arrivée de charpentiers, de maçons en pierre et de journaliers venus s'installer à la basse-ville pour travailler sur le nouveau parlement et les édifices des ministères, le marché By devint le centre économique et social de la vie de ce secteur.

Les marchands et les commerçants reconnaissaient le potentiel du marché de la ville en plein essor, et tentèrent de diriger les profits dans leur direction. Pour attirer les acheteurs et accroître la valeur des terrains, l'ancien hôtel de ville fut à l'origine construit en 1848 par Nicholas Sparks en tant que marché du quartier Ouest, lieu où l'on retrouve en 2008 le Centre national des arts.



Titre/description : Ville hôtel, démoli en 1874

Créateur : inconnu

Date : [avant 1874]

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-02185

Droit d'auteur : Périmé

Des tentatives d'établissement de marchés à la haute-ville furent faites mais la création de Bytown en 1847, qui allait donner lieu à l'établissement des quartiers Nord, Sud et Ouest, tous représentés à l'hôtel de ville, plaça la faveur des milieux politiques à la basse-ville.

On retrouvait à la basse-ville deux de ces quartiers, qui avaient par conséquent droit à deux représentants chacun. La haute-ville n'avait que trois conseillers, ce qui indique que la basse-ville avait la plus forte proportion d'électeurs et que par conséquent l'équilibre politique était en sa faveur.

La basse-ville, en tant que centre de marché, s'avérait largement plus attrayante pour les commerçants et les clients. Un bâtiment avait été érigé en 1846 pour abriter le marché au milieu de la rue George, près de la promenade Sussex. Il fut détruit par les flammes en 1857 et rapidement remplacé par une autre structure du côté nord de la rue York. Le mouvement d'agrandissement de l'ancien bâtiment de bois abritant le marché commença à l'automne 1861.



Titre/description : Promenade Sussex entre les rues George et Rideau, Ottawa, v.1860.

Créateur : inconnu

Date : [v.1860]

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-000231

Droit d'auteur : Périmé

C'est dans ces marchés de la basse-ville que les exploitants de fermes mixtes et les maraîchers de la région vendaient leurs marchandises, ainsi que sur le chemin River et la rue Bank, tous deux macadamisés. Les marchés d'Ottawa réclamaient des produits convenant aux tables des politiciens, afin d'entretenir et de faire balancer la faveur politique. L'offre se diversifia, grâce à l'apparition de produits « exotiques » comme les fraises et les concombres, les fruits de verger furent cultivés, tout cela pour répondre à la demande des politiciens nantis.

Routes et rues

Avant 1895, Ottawa ne disposait pas de beaucoup de chaussées asphaltées, et les déplacements dans la ville étaient difficiles et soumis aux conditions météorologiques. Ce n'est qu'en 1916 que le gouvernement allait créer le ministère des Voies publiques, précurseur du ministère des Transports actuel. Ce ministère assumait des fonctions qui incombaient précédemment aux administrations de comté, municipales ou de canton. La rue Bank, ou le chemin Metcalf, fut macadamisée alors que de nombreuses routes principales d'Ottawa étaient toujours recouvertes de poussière. Une compagnie privée,

la Gloucester Road Company, entrepris cette tâche. Elle entama en 1854 les travaux et, dès 1867, elle avait macadamisé les voies jusqu'au pont Billings en 1867.

La visite imminente du Prince de Galles en 1860 fut l'occasion pour l'Ottawa Citizen et les commerçants de se rallier et d'encourager la Ville :

“Use your influence with your councillors to get our great thoroughfares macadamized and beautified by planting young trees not peddling and patching” Ottawa Citizen, April 1860.

La préoccupation demeura dans l'esprit du public bien après la nomination d'Ottawa comme capitale nationale.



Titre/description : Omnibus à cheval sur la rue Sparks, entre les rues Elgin et Metcalfe, Ottawa, v.1877.

Créateur :

Date : [v.1877]

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / CA-001504

Droit d'auteur : Périmé

Intelligence locale

Besides the dangerous hole at Pooley's Bridge, to which we directed attention in Yesterday's issue, there are in various parts of the city dangerous holes in the sidewalk. We would mention in particular that dangerous place on Dalhousie street, where the slightest misstep would precipitate an unwary passenger into a large open drain on one side, or into a smaller hole on the other side, where in either case a broken leg would be almost certain result. The sidewalk at the place is narrow and in slippery weather it would require an acrobat to traverse it in safety. Ottawa Citizen February 14, 1867

Correspondance

To the editor of "the Ottawa Citizen Sir –While the City Council takes time to deliberate on the best location for the hack-sleighs, whose present stand is at the junction of George and Sussex streets, I would suggest one most desirable improvement in the existing state of things and one to which (without offending the susceptibilities of the too-sensitive Jehu's) immediate effect might be given. It is simply this : Let the horses' heads be turned the other way, up George street instead of facing Sussex street. Those of your readers who may ever have been so unfortunate as to pass down Sussex street about five p.m. – when the evening train is due, and an hour when the street is thronged with passengers – cannot be ignorant of the whooping and yelling, and lashing of horses, with which on the first sound of the whistle, the carters dash into their vehicles, and totally disregardless of the poor pedestrians who may be crossing George street at the moment, tear away down to the station like demons just let loose. George street is wide, and a person, particularly a lady, cannot gain the sidewalk in a moment. Almost the same scene was enacted the moment the cabbies espy any person beckoning for a sleigh. They rush, with one accord to their respective sleighs, then follows a scrimmage and a brief scramble until the most expeditious of the number distances his rivals. Were the horses heads turned up the street, pedestrians would at least, have time to reach a place of safety before the rush comes, and ladies would suffer fewer alarms from the "shying and starting" of horses at other times, on snow falling from the neighbouring roofs, or on the bugle surrounding the barracks &c. If you can succeed, Mr. Editor, in effecting this experiment, you will be entitled to the thanks of every one who is in this slippery season,
A Walker Ottawa Citizen February 20th, 1867



Titre/description : La rue Elgin, à l'intersection de la rue Sparks, Ottawa.

Créateur :

Date : [v.1875]

Identifier :

Crédit : Les Archives de la Ville D'Ottawa / MG11/ CA-019070

Droit d'auteur : Périmé

Correspondance

Sir – In this climate there is at this season of year a great deal of unnecessary non-intercourse between the city and country—and that does exist is carried with much loss and great cruelty to animals. The condition of the main streets are such that sleighing is almost impossible – while from the depth of snow on every country and side road wheeling is on them equally impossible. Even in mid-winter , after a heavy thaw followed by a hard frost, the streets of Ottawa are covered with a coating of frozen manure , which makes them almost impassable for those heavy loads of wood or produce so easily then brought in from the country. For this there is at present no remedy but a fresh fall of snow. But at this season there may be weeks what at least half of every load which reaches the suburbs should there thrown off, when country people leave their vehicles outside and walk in, to save themselves and horses from becoming objects of comment and commiseration while creeping along the gutter and hunting up every detached piece of clean snow or ice. Now this is just the season of the year when there is little else but teaming to be done, when the price of wood can be kept down by good roads inside and when manure is wanted outside, when supplies are being hurried off to the shanties before the ice falls, and when everyone is hurrying up to prepare for the opening of spring. To have, therefore, the transportation of the city and country at this season shorn of at least one half of its efficiency is a great public loss – an intolerable nuisance-and so far as

it can be remedied a great public scandal. There is under the accumulation of filth in the streets a foot or more of solid snow and ice which if it can be got at would maintain the streets in passable order for a long time. The road thus cleaned would, among other benefits, set free those turn-outs, maintained at great expense in the city, which are now useless and will be for weeks, and enable their owners to enjoy the beautiful sky, the sleighing and scenery in the country. Can nothing be done? A few horses and scrapers at the proper time could rake the manure to the sides, from where it could be carted (and worth the cartage) and I am confident there is nothing in which a small outlay, scarcely worth considering, would produce such important economical results.

Outsider Ottawa Citizen March 25, 1867

Police

Le premier Conseil des commissaires de police non partisan fut constitué le 29 janvier 1863 pour superviser les activités de la police. Le conseiller Scott mit en place le Règlement 192 le 19 janvier 1863, qui concernait la nomination du magistrat de police Hammett Hill au titre de « commissaire de police ».

Toutefois, ce ne fut qu'avec l'adoption du Règlement 235, le 29 mai 1866, qu'une force policière permanente, salariée et responsable fut créée. Le Conseil exigea que les agents de police reçoivent un salaire, qu'ils soient employés à temps plein, qu'ils relèvent du chef de police et qu'ils soient identifiés par un uniforme adéquat.

Auparavant, on comptait grandement sur la population civile pour maintenir l'ordre. Il y avait également une milice civile, à laquelle on faisait appel lors de situations dangereuses, comme des émeutes.

Le 11 avril 1859, le Règlement 159A était adopté pour définir les tâches du chef de police et de ses agents : préserver la paix publique, lutter contre le vol et autres forfaits et délits, appréhender les contrevenants, faire appliquer l'ensemble des lois et règlements, et fournir les preuves nécessaires à l'inculpation des contrevenants.

À partir de 1859, Bytown comptait neuf agents de police, trois dans chaque quartier, placés sous la direction d'un chef de police. Cette modeste force policière, placée sous le commandement du grand connétable Berichon, est l'ancêtre du Service de police d'Ottawa.

Après le choix d'Ottawa comme capitale, la population commença à croître de manière spectaculaire, surtout entre 1860 et 1865. L'ancien système d'application de la loi, constitué de neuf agents de police, suffisait pour une population plus faible. Mais avec l'accroissement de la population à 18 000 habitants, il fallait lui apporter du renfort.

Intelligence locale

Ottawa always has been – since the last of the Shiners – and is, the most orderly and best conducted city in Canada- intending the latter word in its fullest significance. Heavy crime is rarely committed here, and even petty ones are as scarce as blackberries in January. Our police force, including the detective, are the most vigilant that any city need desire to be blessed with, and yet three and sometimes four days elapse without their being able to drum up the smallest case for the Police Magistrate to exercise his judgement upon. Such has been the case this week. Since Friday morning the Police Court has not been graced with an offender. If there is any other city in the Provinces with a population over 17,000, which can say as much for its morals, let it speak.

Ottawa Citizen March 12, 1867

Intelligence locale

Few cities in the province have been more free from professional beggars than has this hitherto, with the exception of one or two old fellows who were fond of a drop and who solicited a charity to obtain it. Mendicants were strangers on our streets. Too much cannot be said at the present time of the [scarcity?] of that class of citizens in Ottawa. Quite a number of young urchins – boys and girls between the age of eight and ten- now make their regular rounds, soliciting ‘a copper’ and representing themselves as orphans or the children of disabled parents. Every one of these young beggars should be picked up, and if they should prove to be orphans-which is very doubtful- they should be put into the institution in this city for the reception of such. To permit them to continue to ply the avocation is only exposing them to temptation, and in a measure preparing them for the gaol. [The City Council] adopted the motion to carefully monitor the number of times the constables were called for duty, the number of days of employment and the necessity that existed for them to be called out.

Ottawa Citizen March 12, 1867.

Les agents de police étaient rémunérés en fonction des tâches accomplies et non selon un salaire établi. Ils étaient en outre responsables de la collecte des droits qui aidaient à financer le service de police. Voici un exemple :

L’agent John Brown fut rémunéré 1 \$ pour l’arrestation d’un délinquant qui s’était battu, et reçut encore 1 \$ pour sa présence en cour et un autre 0,07 \$ pour avoir accompagné le contrevenant entre la cour et la prison. Il reçut donc au total 2,07 \$ pour ses services.

En 1865, le Conseil des commissaires indiqua qu’il était « absolument nécessaire qu’un service de police soit créé à Ottawa et qu’il soit constitué, pour le moment, d’un chef de police, d’un détective, d’un agent de marché, d’un sergent et de six simples agents.



Titre/description : Hôtel de Ville, démoli en 1874.

Créateur :

Date : [v. 1840 à 1874]

Identifier :

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / C-002185

Droit d'auteur : Périmé

Nicholas Sparks avait fait don en 1849 d'une structure de bois de deux étages au Conseil. Précédemment édifice du marché du quartier Ouest, il devint l'édifice de l'hôtel de ville. En 1865, le poste de police, qui comptait au début deux cellules avant d'en abriter cinq, fut établi dans ses ailes.

Superstructure

La politique ne se limitait pas à la vie publique, elle s'immisçait dans les foyers des personnalités politiques, comme dans ceux des résidents ordinaires et faisait partie de la vie de tous les jours.

July 1867.

Friday 5th. My beautiful new Diary Book!
 I am well pleased with it and have been examining
 & adapting it for full two months! It looks to
 my mind as Miss Bernard did not need such
 decorations but then I was an insignificant young
 spinster & what I might write did not matter. Now
 I am a great prominent wife & Lady Macdonald
 & "Cabinet Secrets & Mysteries" might drop in
 my eye. Unwillingly I give the wit of my pen.
 That is - they might do so - if my pen had any
 wit or if I knew any Cabinet Secrets, which I
 certainly do not - but then I looked at my
 book - consequential & just now, I was rather
 in that line myself. I mean the consequential
 spirit of the world - My husband's new title is
 just five days old. So - for a short time longer
 I may be accused for some little bombastiness.
 It has been a hot sunny day but there are
 gusty times. This new Dominion of ours
 came noisily into existence on the 1st & the very
 newspapers look hot & tired under the weight
 of announcements & Cabinet lists.
 Here - in this house - the atmosphere is so
 awfully political - that sometimes I think
 the very flies hold Parliament on the
 kitchen tablecloth! So - ~~the~~ theory I regard
 my husband with much awe - in practice
 I treat the life out of him, by talking of
 dirt & compliments - then he comes home to
 rest - so he may be rebelled - poor man, &
 indeed me but of the very I went at once.

Titre/description : Journal personnel de Lady Macdonald, 5 juillet 1867.

Créateur : Susan Agnes Macdonald, baronne Macdonald d'Earncliffe

Date : 5 juillet 1867

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / MG 26 A, v. 559A

Droit d'auteur : Périmé

5 July This new Dominion of ours came noisily into existence on the 1st and the very newspapers look hot and tired under the weight of announcements and Cabinet lists. In this house, the atmosphere so awfully political that sometimes I think the very flies hold Parliament on the kitchen tablecloth.

Baroness Macdonald diaries, 5 July to 7 December 1867.

Le transport des familles, des biens et des documents jusqu'à Ottawa représentait une difficulté importante dans la décision de faire d'Ottawa le siège du gouvernement fédéral.

Les édifices du Parlement ont été prêts juste à temps pour accueillir les fonctionnaires à la fin de la session parlementaire tenue à Québec en septembre 1865. Les fonctionnaires sont arrivés à Ottawa par bateau et par train, 350 d'entre eux accompagnés de leur famille nombreuse et de leurs domestiques.

En raison des nombreux déménagements du Parlement, le gouvernement avait accumulé un sérieux retard dans la promulgation de lois. Certains documents ont été perdus ou endommagés durant le transport et les fonctionnaires étaient déstabilisés par tous ces changements, sans compter qu'ils devaient trouver un logement pour leur famille et une école pour leurs enfants. En 1855, lors du déménagement du Conseil exécutif de Québec à Toronto, le gouvernement octroyait environ 56 £ pour couvrir les frais de déménagement d'une famille de huit personnes. Les indemnités allouées à chaque fonctionnaire dépendaient toutefois du nombre de membres de sa famille, de son salaire et de la somme qu'il avait reçue pour son dernier déménagement.

Déjà au début du processus de sélection de la capitale canadienne, le gouvernement cherchait à épargner le plus possible. La résidence du gouverneur général n'a donc pas été bâtie à neuf; le gouvernement a plutôt choisi de moderniser une construction existante. C'est en 1863 que Rideau Hall, construit par Thomas MacKay, a été acheté et rénové.

Dans la pratique, les fonctionnaires recevaient des indemnités pour le déménagement de leur famille, y compris leurs employés et domestiques. Ces compensations étaient calculées en fonction du nombre de membres de la famille et de la position du fonctionnaire dans la hiérarchie du gouvernement. Par exemple, la facture totale du déménagement du gouvernement de Québec à Toronto en 1856, présentée au gouverneur général par le commissaire aux travaux publics, se lisait comme suit :

To His Excellency the Governor General

The undersigned have the honour to report for the information of your Excellency that the expenses connected with the removal of the Seat of Government from Quebec to Toronto, alterations and repair of Buildings etc. to the present date amounts to the sum of £ 55,856.17.5. – as follows

Government House - £15,543.11.3

Parliament Houses - £5,356.14.9

Mechanics' Institute - £7,451.19.1

Old Hospital - £4,807.4.4

Military Chambers - £669.7.11

Temporary Hospital & [?] Office - £1,689.10.3

[Subsidies? Sundries?] - £451.0.9

Removal, including furniture for Offices - £19,897.9.1

Total - £ 55, 856.17.5 To meet outstanding liabilities, the following sums, so are as the

Comm. of Public Works have been able to ascertain, will be required. Government House
- £650

Parliament Houses - £ 8050

Mechanics' Institute - £770

Old Hospital - £1500

Military Chambers - £330

University - £550

Public Works - £60

Removal - £2600.

Total - £ 14,510.0.0 The above information is supplied for the consideration of Your Excellency as to whether the amount - £ 70, 366.17.5 should be placed on the estimate to be laid before the Legislature at the approaching session. Respectfully Submitted,

J. Lemieux.

Chief Head

Déménager le gouvernement fédéral était un processus coûteux et complexe, mais la ville hôte retirait beaucoup d'avantages à accueillir le Parlement : un accroissement démographique, une augmentation de la demande sur le marché, une hausse du prix de l'immobilier et une amélioration de l'infrastructure.

Le déménagement à Ottawa

Within a day or two, for what reason we cannot well say, there has been some flutter among the Civil Service men and their families anent the removal to Ottawa, which was fixed by the late Government for the coming fall. By some means a rumour has got afloat that the removal at so early a day is an actual impossibility, and that all the available labour which could be forced upon the public buildings would not change the prospect. As a Quebecker, sharing in the general benefits accruing from the presence of the Departments and the meetings of Parliament in the city, we might be excused for encouraging the hope that the rumour was likely to turn out correct; but we very much fear there is no such good luck in store for us.

Tiré de la Gazette de Québec, 2 mai. Reproduit dans l'Ottawa Citizen du 6 mai 1864.

Ils y sont parvenus!

En 1867, la perception d'Ottawa dans ses publications et les publicités pourrait se résumer par les propos des éditeurs du Répertoire de la Ville d'Ottawa :

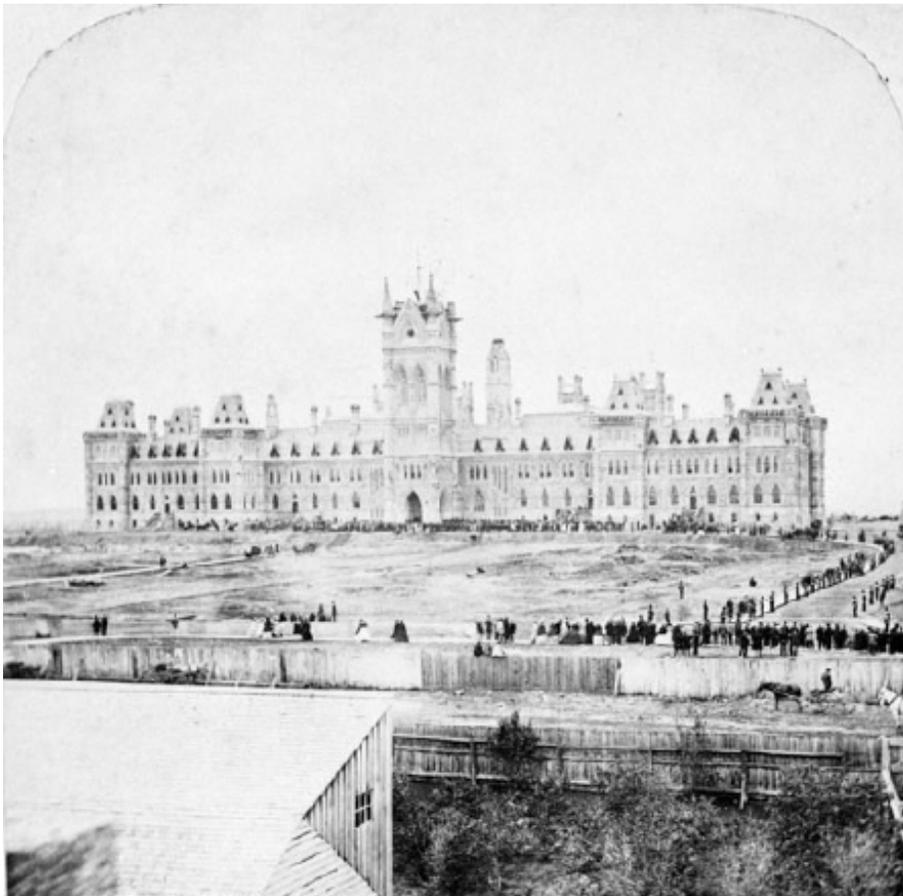
Since the appointment of Ottawa, by her Majesty the Queen, as the Capital of these provinces, it and the neighbouring districts have commanded increased attention at the hands of the moneyed men of the country. The consequence is that Ottawa, during the past few years has increased in size, wealth, population and importance at an almost unprecedented rate, and now possesses some of the finest public and private buildings, the largest and most important manufactories and the most extensive mills to be found in any portion of her majesty's dominions of British North America.

“The magnificent pile of buildings lately erected as Government and Departmental buildings will always make Ottawa rank high among the cities of America in point of architectural objects of interest.”

For travelling and Forwarding facilities, the Capital is tolerably well supplied, though such is the increase in population and general business that other and more extensive means must soon be provided.”

The city now contains fourteen churches, a college (St. Joseph), Grammar school, three collegiate schools, a commercial college, four Young Ladies’ Academies and excellent public schools [...].”

there are four fire companies, two hook and ladder companies [...].”



C-084734

Titre/description : Cérémonie officielle sur la Colline du Parlement, Ottawa, pour la prolongation de la cinquième et dernière session du huitième parlement de la province du Canada, ouverte le 8 juin et terminée le 15 août 1866.

Créateur : Greenhill, Ralph

Date : v. août 1866

Crédit : Bibliothèque et Archives Canada / C-084734 Greenhill, Ralph

Droit d'auteur : Périmé

La création d'une capitale nécessitait non seulement la présence de structures matérielles pour héberger le gouvernement mais exigeait également que les citoyens et les travailleurs construisent une infrastructure capable de soutenir et de maintenir les fonctions administratives du gouvernement. Avant 1857, Ottawa était une ville rustre et poussiéreuse, sans règlements municipaux encadrant les services d'égouts et de cueillette des ordures, avec peu de services sociaux et une population peu dense et plutôt variée.



Titre/description : Colline des Casernes. Vue de la Colline des Casernes et de la rivière Rideau à Bytown (Ottawa), v. 1843-1859.

Créateur : Edmund Willoughby Sewell, 1800-1890

Date : [v. 1843]

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / C-011047

Droit d'auteur : Périmé



Titre/description : Vue vers l'est depuis la Colline du Parlement, construction des édifices du Parlement, 1861. Inscription : Photo de S. McLaughlin (Verso :) basse-ville / (Estampille :) D.A. McLaughlin, photographe du ministère des Travaux publics, des Chemins de fer et des Canaux.

Créateur : Samuel McLaughlin, photographe

Date : 1861

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / C-000610

Droit d'auteur : Périmé

Mais en moins de dix ans et grâce à la création de la capitale nationale, Ottawa allait se raffiner, offrir des structures sociales et présenter de nouveaux bâtiments et une architecture lui conférant un aspect et une atmosphère uniques, et une économie capable de soutenir les besoins de sa population croissante.



Titre/description : Vue vers l'ouest depuis le palais de justice et la Colline du Parlement

Créateur : Samuel McLaughlin, photographe

Date : [v.1865]

Identificateur numérique : Crédit: Bibliothèque et Archives Canada / C-001185

Droit d'auteur : Périmé

Ressources didactiques

La désignation d'Ottawa comme capitale du Canada offre aux élèves de nombreuses occasions d'étudier les forces pouvant influencer sur une ville au fil du temps. En effet, ce changement a transformé la nature même d'Ottawa, qui est passée de petite ville de bûcherons à une ville de qualité internationale. Mais cette transformation a elle-même nécessité des changements fondamentaux dans le paysage et l'infrastructure de la région, mais surtout dans l'attitude des habitants.

Une série de plans de leçons a été conçue afin d'aider les élèves à étudier quatre thèmes liés à la transformation d'Ottawa : possibilités, célébrations, expansion et quotidien. Les leçons qui suivent sont liées au programme scolaire ontarien, plus particulièrement à celui des 7e, 8e et 12e années.

Possibilités

À l'époque, l'idée qu'Ottawa devienne la capitale du Canada a déchaîné les passions dans les pages éditoriales partout au pays. Dans les journaux de l'extérieur, on ne pouvait pas croire qu'Ottawa puisse recevoir cet honneur, tandis que les éditorialistes locaux se réjouissaient de toutes les possibilités qui s'offraient ainsi à Ottawa. Lis quelques-uns des éditoriaux publiés à l'époque dans les journaux d'Ottawa et réfléchis à ce qu'est devenue la ville.

Discussion

- Dans quelle mesure a-t-on profité de certaines de ces possibilités? Ottawa a-t-elle connu autant de succès que le prévoyaient les auteurs?
- Certaines des prédictions pour la ville te semblent-elles très exagérées? Est-ce que certaines des possibilités ne se sont pas concrétisées?
- Qui devait profiter du fait qu'Ottawa devienne la capitale? Penses-tu que c'est ce qui s'est produit? Pourquoi?
- Quel type de langage les auteurs utilisent-ils pour soutenir leurs arguments?

Approfondissement

Pense à un enjeu de taille auquel Ottawa est confrontée de nos jours, puis rédige un éditorial sur le sujet. Cet éditorial devrait présenter une opinion tranchée sur le sujet et viser à convaincre tes lecteurs de ton argument.

Objectifs du programme scolaire

Histoire, 7e année – La Nouvelle-France devient une colonie britannique

Attentes

- Dégager les principaux facteurs qui ont contribué au développement du Haut-Canada au tournant du XIXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- L'ouverture du Haut-Canada
 - Décrire le mode de vie des gens ordinaires dans le Haut-Canada de l'époque.
- Un conflit extérieur : première menace pour la nouvelle colonie britannique
 - Dresser une liste des différents types de conflits auxquels un pays peut faire face et des moyens possibles de les résoudre.

Histoire, 8e année – Le Canada : de plusieurs colonies à un pays

Attentes

- Analyser les effets de plusieurs facteurs sur l'évolution de la société canadienne ainsi que la contribution de plusieurs personnalités à cette évolution, au tournant du XXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- L'établissement de la Confédération

- Dégager différents points de vue sur la Confédération, en particulier ceux de ses principaux partisans et adversaires.

Célébrations

Après avoir lu le journal d'Isabelle Clark, épouse de sir John A. MacDonald, essaie d'imaginer à quoi la vie ressemblait pendant la période qui a mené au choix de la capitale nationale. Que pouvons-nous apprendre sur sa vie et ce qu'elle pensait du processus de sélection? Donne-t-elle des indices de ce que vivaient les gens d'Ottawa? Qu'apprenons-nous de la vie de son mari à l'époque?

À l'aide du logiciel pour blogues, des ressources offertes dans cette exposition virtuelle et de tes propres recherches, crée un journal dans lequel tu exprimes ta fierté par rapport au choix d'Ottawa comme capitale du Canada. Imagine que nous sommes en 1857 et essaie de saisir l'esprit de la ville à l'époque. Ne te limite pas aux mots pour exprimer tes sentiments; pense aussi à utiliser des images. Mets régulièrement ton blogue à jour pour montrer l'évolution de tes sentiments pendant le processus.

Discussion

- Pour quelle raison les habitants d'Ottawa étaient-ils emballés par la perspective que leur ville soit désignée la capitale nationale? Ce sentiment était-il partagé par tous les gens d'Ottawa ou si des dissidents croyaient plutôt que la capitale devait être située ailleurs?
- Que penses-tu du processus décisionnel? Selon toi, comment se sentiraient les Canadiens d'aujourd'hui si c'était la reine qui était responsable de choisir la capitale? Peux-tu proposer d'autres méthodes ou processus pour choisir une capitale nationale?
- Qu'est-ce que le journal d'Isabelle Clark, la lettre de la reine et le processus décisionnel nous disent sur le rôle des femmes en politique canadienne?

Objectifs du programme scolaire

Histoire, 7e année – La Nouvelle-France devient une colonie britannique

Attentes

- Dégager les principaux facteurs qui ont contribué au développement du Haut-Canada au tournant du XIXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- L'ouverture du Haut-Canada

- Décrire le mode de vie des gens ordinaires dans le Haut-Canada de l'époque;
- Utiliser le vocabulaire approprié au sujet à l'étude.

Histoire, 8e année – Le Canada : de plusieurs colonies à un pays

Attentes

- Analyser les effets de plusieurs facteurs sur l'évolution de la société canadienne ainsi que la contribution de plusieurs personnalités à cette évolution, au tournant du XXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- Le Canada, une société en évolution
 - Décrire le mode de vie des gens ordinaires au début du XXe siècle au;
 - Établir des liens entre l'adoption de certaines mesures sociales et l'amélioration des conditions de vie des enfants et des femmes dans la société et le monde du travail.

Histoire canadienne: identité et culture, 12e année, cours préuniversitaire - Organisation sociale, économique et politique

Attentes

- Analyser la façon dont la participation des femmes à la société canadienne a changé avec le temps.

Contenus d'apprentissage

- Rôle des femmes au Canada
 - Analyser de quelle façon le rôle traditionnel des femmes comme épouses et mères et leur statut dans la société canadienne ont changé depuis l'époque victorienne.
 - Analyser la façon dont les femmes ont contribué à l'identité canadienne

Expansion

Ottawa est depuis longtemps entourée de zones rurales et agricoles, même si, à l'époque où elle a été désignée capitale, il s'agissait davantage d'une ville industrielle, dominée par l'industrie du bois d'œuvre. Compare la carte historique fournie avec une carte moderne pour étudier l'évolution de la ville au cours des 150 dernières années. Attarde-toi à des éléments comme la superficie de la ville, les différentes utilisations de ses terrains, son infrastructure et ses délimitations politiques. Quelles sont les

différences et ressemblances entre la ville telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle était à l'époque?

Discussion

- Au fil des ans, Ottawa a annexé des collectivités voisines et fusionné avec d'autres. Pourquoi? Quels en ont été les avantages et inconvénients?
- Selon les cartes, quels sont les types de services municipaux aujourd'hui offerts qui ne l'étaient pas par le passé? Penses-tu que la responsabilité d'offrir ces services revient à la Ville? Si ce n'est pas le cas, devraient-ils être offerts quand même, et par qui?
- La ville moderne est-elle plus urbaine ou rurale que par le passé?
- La ville moderne est-elle plus industrielle que par le passé? Quels sont les principaux types d'emploi disponibles à Ottawa et dans la région?

Objectifs du programme scolaire

Géographie, 7e année – Constantes physiques et présence humaine

Attentes

- Expliquer des questions géographiques.

Contenus d'apprentissage

- Questions géographiques
 - Effectuer des recherches en géographie en tenant compte des aspects relatifs à l'occupation humaine du territoire, tels que l'emplacement, la localisation, l'environnement, l'interaction, la région et le mouvement.
 - Repérer des métiers et des outils de la géographie en reconnaissant l'importance pour la société.

Histoire, 8e année – Le Canada : de plusieurs colonies à un pays

Attentes

- Analyser les effets de plusieurs facteurs sur l'évolution de la société canadienne ainsi que la contribution de plusieurs personnalités à cette évolution, au tournant du XXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- Le Canada, une société en évolution
 - Analyser des facteurs de changement dans la société canadienne au tournant du XXe siècle;

- Décrire le mode de vie des gens ordinaires au début du XXe siècle au Canada.

Quotidien

Consulte les photos de l'exposition virtuelle, puis choisis-en une qui te plaît. Imprime-la pour faire l'activité qui suit, ou encore fait l'activité sur ton ordinateur en ayant la photo sous la main. L'activité peut aussi être faite en équipes, chacune ayant sa photo.

Description

Examine attentivement la photo. Quelle a été ta première pensée ou réaction lorsque tu l'as vue? Partage ta réponse avec tes coéquipiers.

Questions

Dresse la liste des questions que tu te poses à propos de la photo. Elles peuvent toucher le contexte, les gens sur la photo et ce qu'ils font, entre autres. Si tu travailles avec des coéquipiers, faites une liste pour l'équipe.

Prévisions

Selon toi, qui a pris la photo? Pourquoi a-t-il choisi de photographier cette scène en particulier? À quoi la photo servait-elle à l'origine? Écris un résumé de tes idées.

Lecture

Lis tous les renseignements accompagnant la photo, y compris ceux fournis dans l'exposition comme telle.

Analyse

Qu'as-tu appris sur les renseignements fournis par cette photo? Revois les questions que tu te posais à la deuxième étape. As-tu trouvé une réponse à certaines d'entre elles? Qu'est-ce que la photo nous dit sur la vie à Ottawa à l'époque? Selon toi, quels sont les aspects du quotidien à Ottawa qui ont changé depuis ce temps?

Essaie de trouver une photo prise aujourd'hui au même endroit, ou visite cet emplacement. Quels sont les changements les plus importants qui s'y sont produits?

Recherche

Dresse la liste des questions que soulève la photo et pour lesquelles tu n'as pas encore trouvé la réponse, puis fait une recherche et présentes-en les résultats à toute la classe.

Objectifs du programme scolaire

Histoire, 8e année – Le Canada : de plusieurs colonies à un pays

Attentes

- Analyser les effets de plusieurs facteurs sur l'évolution de la société canadienne ainsi que la contribution de plusieurs personnalités à cette évolution, au tournant du XXe siècle.

Contenus d'apprentissage

- Le Canada, une société en évolution
 - Décrire le mode de vie des gens ordinaires au début du XXe siècle au;
 - Établir des liens entre l'adoption de certaines mesures sociales et l'amélioration des conditions de vie des enfants et des femmes dans la société et le monde du travail.

Histoire canadienne: identité et culture, 12e année, cours préuniversitaire - Changement et continuité

Attentes

- Evaluer comment l'identité canadienne a changé à la suite de la transformation d'une société rurale en une société urbaine et industrielle.

Contenus d'apprentissage

- Urbanisation et industrialisation
 - Évaluer les effets de l'industrialisation sur les régions et les habitants du Canada
- Technologie et culture
 - Analyser en quoi les changements technologiques dans les transports et les communications ont marqué la société et l'identité nationale canadiennes

Principales sources

Comment avons-nous réussi à constituer ce site Web? En faisant de la recherche, de la recherche et encore de la recherche. Vous trouverez dans cette section des originaux numérisés, notamment des documents gouvernementaux, qui racontent comment la ville d'Ottawa est devenue la capitale du Canada. Ces documents, qui sont présentés dans la langue où ils ont été produits, situent cette période importante de l'histoire d'Ottawa dans son contexte.

Le Conseil de la Ville d'Ottawa

Hôtel de Ville, le 6 avril, 1857

Present. His Worship the Mayor [John Bower Lewis], Aldermen Langrell, Sparks, Clegg, Friel, Heney, Laporte, Varin – Councillors Rochester, Scott, Hay, Loux, Perkins, Berichon, Kennedy, Leamy, Montgomery.

His Worship the Mayor presented a Circular from the Office of the Governor's Secretary, in relation to the Seat of Government.

1. – Moved by Alderman Friel, seconded by Councillor Hay, That a special Committee be appointed to prepare a Statement in Compliance with the suggestion of the Government in reference to the selection of a Provincial Capital – Said Committee to consist of Messrs. Smith, McGillivray, Varin, Sparks, Hay, Clegg, and the Mover [Friel].

That the Said Committee be instructed to invite the Cooperation and assistance of the Editors of the City papers, Mr Sheriff Fraser, Mr Instance Armstrong, the Members for the City and Counties of Russell, Carleton, Renfrew, Pontiac, Ottawa, and Prescott. Messrs Stevenson, A.I. Russell, Au- monde, Monkman, R.W. Scott, H.V. Noel, Dr Beaulieu, R.S Cassells, D. O'Connor. Luir, Galivey, I. Brough. P.P.I. Harrip, and Dr Hill and Such other parties as they may deem advisable in their deliberations on this important subject.

That as soon as the Said Committee shall be prepared to Report, His Worship the Mayor be requested to call a Special Meeting of this Council to receive the same.

That the Committee be empowered to expend such Sum of money as may be absolutely necessary in the preparation of Plans and other documents to accompany the said Statement. – Carried.

Hôtel de Ville, le 18 mai, 1857

Present. His Worship the Mayor, Aldermen McGillivray, Langrell, Heney, Clegg, Smith, Friel, Laporte, Councillors Rochester, Montgomery, Scott, Hay, Loux, Perkins, Bérichon, Kennedy and Leamey.

10. – Moved by Coun Loux, seconded by Ald Clegg That the copies of Hinten's Views and Whitefields Pictures of the City of Ottawa ** Sc, be placed at the disposal of the Select Committee, named to draft Memorial to the Queen, for distribution as they may deem expedient. – Carried

14. – Alderman Friel presented the Report of the Special Committee on the Seat of Government question.

To the Mayor, Aldermen and Commonalty of the City of Ottawa. The Committee appointed to prepare a Statement in compliance with the request of the Provincial Government setting forth the claims of Ottawa to be the Seat of Government, beg leave to Report. That in concert with the Gentlemen named by resolution of the Council, and those chosen by a meeting of the Citizens, the Committee entered upon its duties.

That a Memorial has been prepared and approved of by the Committee, which Memorial is herewith submitted for the approval of the Council.

Your Committee would recommend the adoption of the Memorial; and that the Mayor be empowered to Sign it and the Clerk affix the Seal.

That your Committee be directed to transmit the Memorial for presentation to Her Majesty the Queen.

The whole submitted.

Ottawa May 2nd 1857

H.I. Friel,
George Hay,
E. McGillivray,
Edward Smith
W. Clegg Jr.

15. – Moved by Ald. Friel, Seconded by Ald. Smith That the Report of the Committee on the Memorial to Her Most Gracious Majesty, the Queen, in reference to the Seat of Government be received and adopted. Carried

Les officiels d'Ottawa en 1857

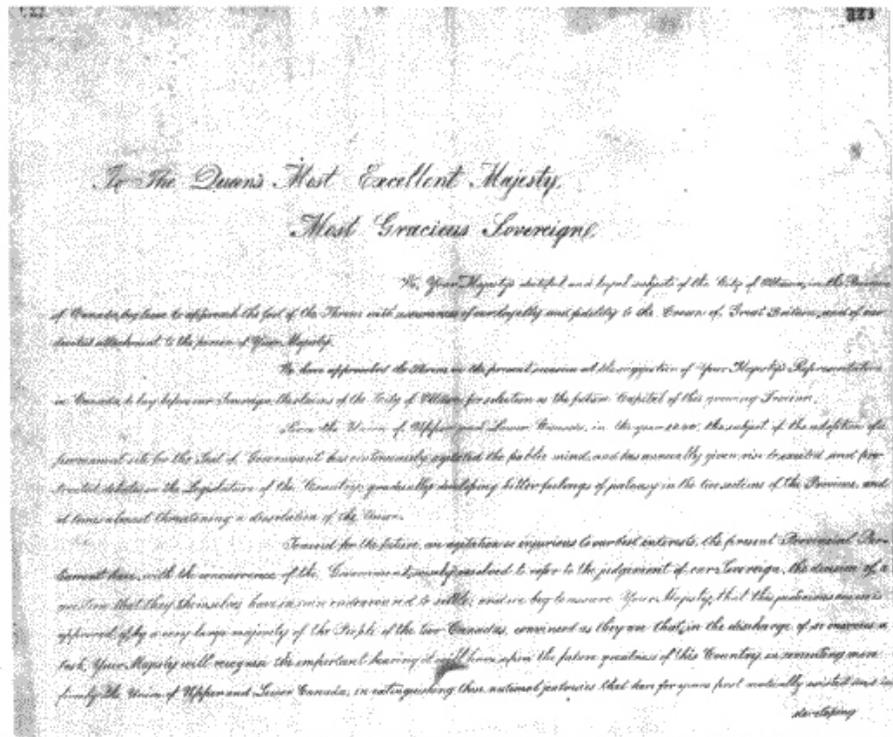
John Bower Lewis, Maire
Issac Berichon, Conseiller
William Clegg, Alderman
Henry James Friel, Alderman
George Hay, Conseiller
John B. Heney, Alderman
W. Kennedy, Conseiller
Charles Laporte, Alderman
James Leamy, Conseiller
John W. Loux, Conseiller

Edward McGillivray, Contrôleur
Robert S. Montgomery, Conseiller
J.B. Richard, Conseiller
Alexander Scott, Conseiller
Edward Sherwood, Alderman
Nicholas Sparks, Alderman

Others

Thomas Langrell (1855-56), Conseiller
Euzebe Varin (1856), Alderman

Le mémoire de la Ville d'Ottawa



Titre : Le mémoire de la Ville d'Ottawa, 1857. Mémorial écrit par monsieur Richard Scott

Date : 1857

Crédit : 81 D 77

Droit d'auteur : détenus par la Couronne.

À Sa Très Excellente Majesté la reine,
Très Gracieuse Souveraine,

Nous, serviteurs loyaux et dévoués de Votre Majesté à la Ville d'Ottawa, dans la Province unie du Canada, demandons humblement la permission d'approcher le pied du Trône en assurant Votre Majesté de notre attachement dévoué à Sa personne ainsi que de notre fidélité à la Couronne de Grande-Bretagne et de notre loyauté envers elle.

Nous nous sommes adressés au Trône en la présente occasion à la suggestion du représentant de Votre Majesté au Canada, pour Lui soumettre la prétention de la Ville d'Ottawa au titre de future capitale de ce pays en plein essor.

Depuis l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada, réalisée en 1840, la question de l'adoption d'un site permanent pour le siège du gouvernement a constamment soulevé l'agitation populaire et généré chaque année de longs débats enflammés à l'Assemblée législative, engendrant ainsi d'amères jalousies dans les deux parties de la province et compromettant parfois la survie même de l'union.

Afin d'éviter tout nouveau soulèvement aussi préjudiciable à nos intérêts, l'Assemblée législative provinciale, avec l'assentiment du gouvernement, a eu la perspicacité de confier au bon jugement de notre Souveraine la résolution d'une question qu'elle s'est vainement efforcée de régler. Nous donnons à Votre Majesté l'assurance que cette démarche judicieuse reçoit l'appui d'une vaste majorité, tant au Haut-Canada qu'au Bas-Canada. Nul ne doute que devant une tâche aussi délicate, Votre Majesté saura reconnaître l'influence considérable qu'aura Sa décision sur l'avenir de ce grand pays, en scellant encore plus solidement l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada, en mettant fin aux rivalités qui opposent ces deux régions depuis des années et en favorisant l'exploitation de leurs immenses ressources

Nous ne saurions porter préjudice aux revendications d'autres villes dans l'esprit de Votre Majesté. Néanmoins, nous souhaiterions exposer succinctement les raisons démontrant la supériorité d'Ottawa à tout autre endroit en ce qui concerne le choix d'une capitale. Le Canada étant une vaste bande de territoire qui longe la frontière d'une république puissante et florissante, il est primordial pour la protection du pays que le siège de son gouvernement soit suffisamment éloigné de cette frontière pour éliminer la possibilité d'une annexion forcée en temps de guerre et d'influences étrangères sur l'esprit des citoyens en temps de paix. En outre, le siège du gouvernement devrait être situé de manière à ce que ses liaisons avec le reste du pays ne puissent jamais être rompues ou interceptées par une armée d'envahisseurs; c'est là un argument irréfutable contre Toronto et Kingston, qui se dressent dangereusement près du territoire américain et qui, advenant une invasion étrangère, risqueraient à tout moment d'être isolées du reste de la province. Une objection similaire peut être soulevée à l'égard de Montréal, et ce, avec une force presque aussi grande. En effet, cette ville est tombée sans grande résistance aux mains des soldats américains pendant la guerre révolutionnaire. De plus, la navigabilité actuelle du Saint-Laurent fait de la descente par voie maritime vers Montréal depuis les territoires étrangers une entreprise relativement aisée qui ne requiert que quelques heures à peine. Également construite sur les berges du Saint-Laurent, Québec occupe assurément un emplacement fort stratégique. Toutefois, comme elle est située à l'extrême Est et qu'elle abrite une population exclusive, cette ville est plus apte à protéger la province des approches maritimes qu'à devenir la capitale du Canada Uni. En outre, les liaisons établies entre Québec et Montréal et le reste du pays peuvent facilement être

rompues par une armée à tout moment. De telles objections ne s'appliquent toutefois pas à Ottawa. Construite au cœur du Canada, loin de la frontière américaine, la ville est entourée d'une population loyale composée à parts égales de descendants français et britanniques qui n'ont jamais été touchés par la vague de détachement à l'égard de la Couronne d'Angleterre. Ottawa s'étend le long de la rivière des Outaouais, l'une des plus imposantes et des plus magnifiques que l'on puisse admirer dans les vastes dominions de Votre Majesté. Situé exclusivement en territoire britannique, son tracé forme la frontière entre le Haut-Canada et le Bas-Canada.

L'emplacement central d'Ottawa confère à la ville un avantage exceptionnel sur le plan militaire, ses aptitudes naturelles à la défense rivalisant même avec celles de Québec, dont elle pourrait concurrencer les fortifications moyennant des investissements modérés. Nous croyons savoir que Votre Majesté a déjà obtenu ces renseignements grâce aux plans et aux rapports soumis à divers moments par feu le colonel By, fondateur de la ville, et d'autres autorités militaires scientifiques, ainsi qu'à l'infrastructure jadis imaginée par un remarquable militaire, le regretté duc de Wellington, pour laquelle ce dernier aurait manifesté un vif intérêt.

La ville est reliée à Montréal à l'est par la rivière des Outaouais, et à Kingston au sud-ouest par une importante construction militaire : le canal Rideau. Une fois qu'aura été achevée la modernisation des portions de la rivière situées en amont et qu'aura été rendue navigable la liaison avec le lac Huron, à l'extrême ouest, un projet qui sera assurément exécuté au cours des prochaines années, la ville d'Ottawa deviendra le carrefour où convergeront les régions éloignées et les grandes voies navigables du pays, fournissant maintes occasions commerciales en temps de paix et assurant en temps de guerre une communication constante avec la capitale naturelle de la province. En outre, Ottawa est maintenant reliée par chemin de fer à toutes les autres villes du Haut-Canada et du Bas-Canada. Une voie ferrée commençant à Ottawa croise celle du Grand Tronc et traverse le Saint-Laurent à la petite localité de Prescott, permettant ainsi aux voyageurs de se rendre à Montréal en sept heures et à Toronto en 12 heures. Ottawa occupe une position centrale, à égale distance de Kingston et de Montréal, ainsi que de Québec et de Toronto. Dans un avenir qui semble déjà présager la destinée de ce pays, où l'on unifiera la vallée de la rivière Rouge, d'une part, et les provinces britanniques en amont, d'autre part, Ottawa demeurera le centre de l'empire étendu.

Advenant l'établissement permanent du trône à Toronto, Kingston, Montréal ou Québec, l'autorité du gouvernement ne dépasserait pas les limites immédiates de la métropole désignée. En revanche, nul ne doute que l'installation du gouvernement à un emplacement central comme Ottawa favoriserait une croissance égale du Haut-Canada et du Bas-Canada dans la région même où la présence d'un catalyseur s'avère essentielle.

Une telle décision attirerait les immigrants et les investisseurs dans la vallée de l'Outaouais, maintenant devenue la seule partie du Canada où tout lopin de terre cultivable de taille et de valeur intéressantes appartient encore à la Couronne; contribuerait au peuplement des terres intérieures, conférant ainsi à la province cette profondeur et cette solidité si essentielles à son autorité; et offrirait à Kingston et à Montréal cet arrière-pays si indispensable à leur prospérité respective. La vallée de l'Outaouais, qui compte déjà plus de 100 000 âmes, peut accueillir huit millions

d'habitants au total. De plus, cette région riche en ressources minières possède, grâce aux divers affluents de la rivière des Outaouais, une source intarissable d'énergie hydraulique.

En recommandant dès 1843 que le siège du gouvernement soit établi à Montréal plutôt qu'à Kingston, le comité de direction faisait déjà allusion aux prétentions de la Ville : « En ce qui concerne Bytown, rappelons que cette ville s'expose moins aux attaques intérieures que d'autres localités et que le pays des Outaouais promet de gagner en importance lorsqu'il sera peuplé, mais que l'emplacement de ce dernier le long de la frontière provinciale le rend incommode pour le Haut-Canada et le Bas-Canada. »

L'inconfort de la région ne peut plus être invoqué depuis la construction de voies ferrées facilitant l'accès à cette dernière depuis les quatre coins de la province. En outre, bien que cette considération s'avère moins importante, peut-être faut-il mentionner qu'Ottawa demeure sans égale en Amérique par la beauté et le romantisme pittoresque de ses rivières, de ses cascades et de ses montagnes qui, en plus d'éblouir les regards, génère une atmosphère tellement saine que la ville a été relativement épargnée, du moins jusqu'à présent, par les épidémies de choléra et de fièvre qui ont ravagé si violemment d'autres localités du Canada.

La ville compte en son centre de vastes terres. Propriétés de la Couronne, elles conviennent admirablement aux exigences du gouvernement, abondent en excellents matériaux de construction facilement accessibles et sont entourées d'une campagne productive qui comblera les besoins de l'endroit.

Vos pétitionnaires jugent pertinent d'expliquer à Votre Majesté l'apparente minorité de votes accordée à Ottawa durant le débat de la présente assemblée législative sur le choix d'une capitale. La modification de la motion initiale relative à cette question (motion qui désignait Ottawa comme siège permanent du gouvernement) a été déposée dans l'unique but d'embarrasser le Parlement et n'a pas reçu l'appui des membres de la Chambre des communes favorables à la sélection d'Ottawa. Ceux-ci, qui avaient auparavant exprimé leur approbation envers la décision du gouvernement, ont perçu cette proposition de modification comme un caprice.

En conclusion, nous pensons qu'Ottawa, étant située dans le Haut-Canada, mais reliée au Bas-Canada par le pont suspendu « Union » et peuplée de descendants français et britanniques dans une proportion équilibrée, constitue un choix judicieux qui, sur les plans politique et social, mettrait un terme définitif aux jalousies qui rongent les deux parties du pays, tout en renforçant encore davantage l'union entre elles, qui a déjà entraîné d'heureux résultats. Vos pétitionnaires justifient cette affirmation en s'appuyant sur l'opinion fréquemment exprimée par les habitants du Bas-Canada, qui ont dit qu'Ottawa venait dans leurs choix tout de suite après la ville pour laquelle ils avaient une préférence, et sur le fait que ceux-ci n'ont jamais soulevé d'objection contre elle en Chambre. De plus, le Haut-Canada ne subirait aucun préjudice, puisque serait ainsi honorée la promesse d'établir le siège du gouvernement de façon permanente sur son territoire, que le regretté lord Sydenham aurait faite tacitement lorsqu'il a réalisé l'union.

Vos pétitionnaires joignent à la présente une carte exhaustive de l'Amérique du Nord britannique dérivée de sources authentiques. En assurant une fois de plus Votre Majesté de notre loyauté et de notre attachement, nous exprimons notre confiance en l'exercice

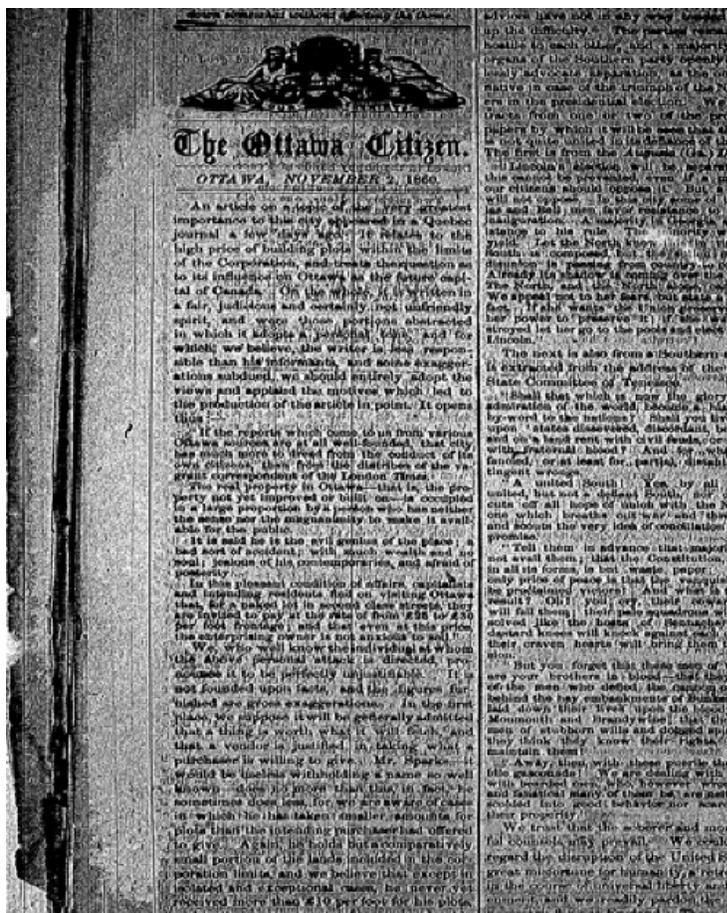
de Son jugement éclairé et demeurons Ses dévoués sujets.
Chambre du conseil, le 18 mai 1857
Lettre signée au nom des résidents d'Ottawa

J. B. Lewis
Maire

William P. Lett
Secrétaire de mairie

Les journaux

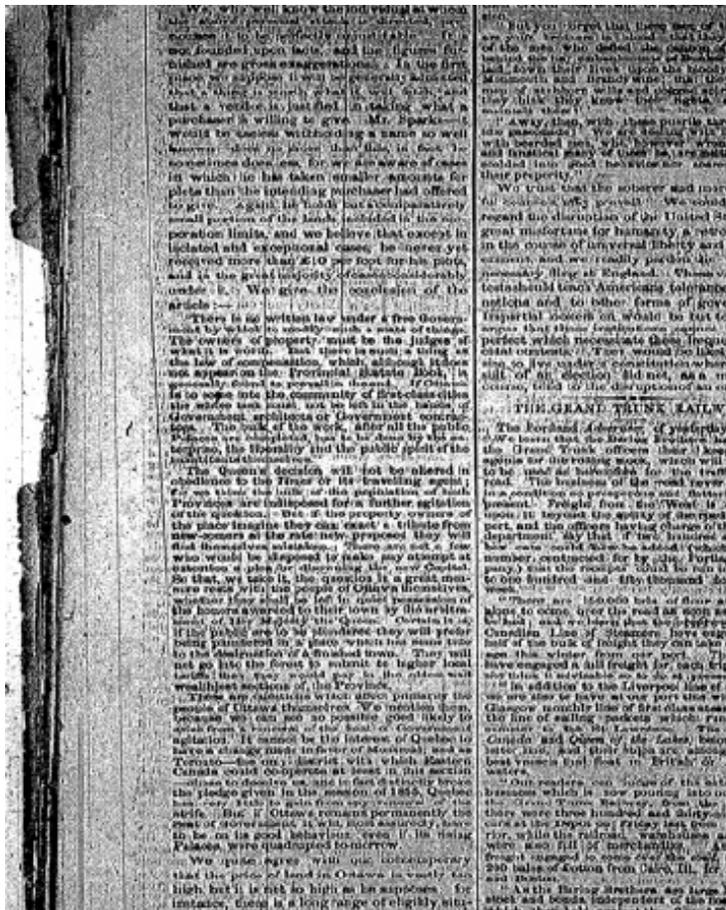
1860



Titre/description : Les prix en hausse de la terre à Ottawa

Date : 2 Novembre, 1860

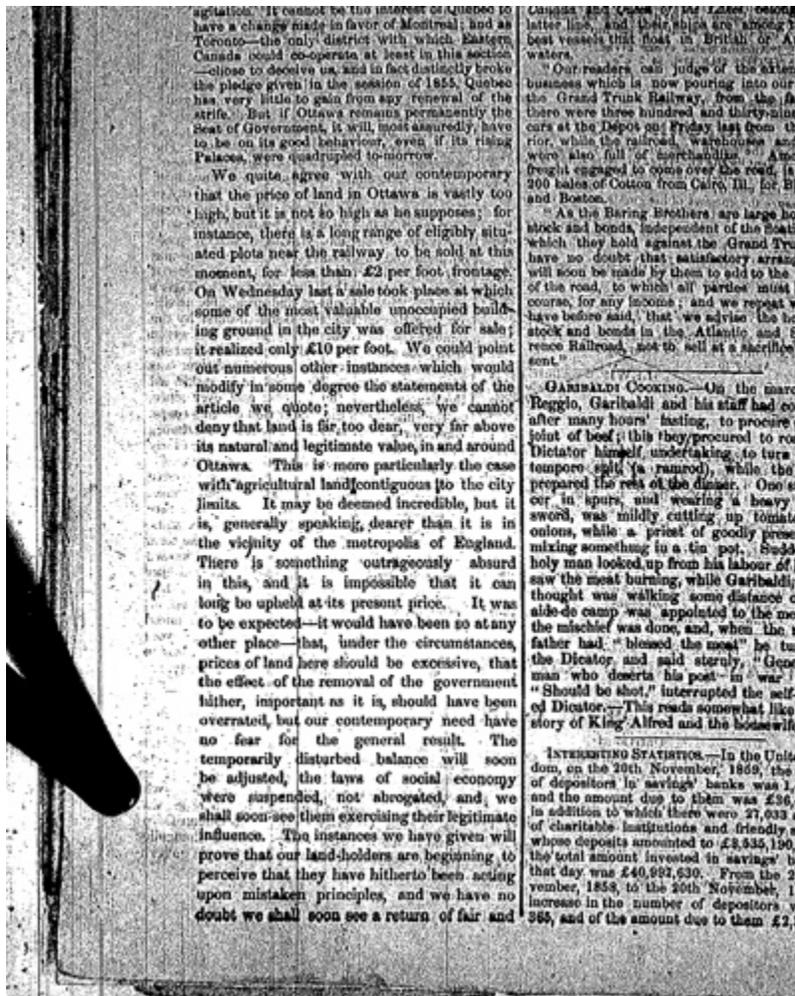
Source : Les Archives de la ville d'Ottawa



Titre/description : Les prix en hausse de la terre à Ottawa

Date : 2 Novembre, 1860

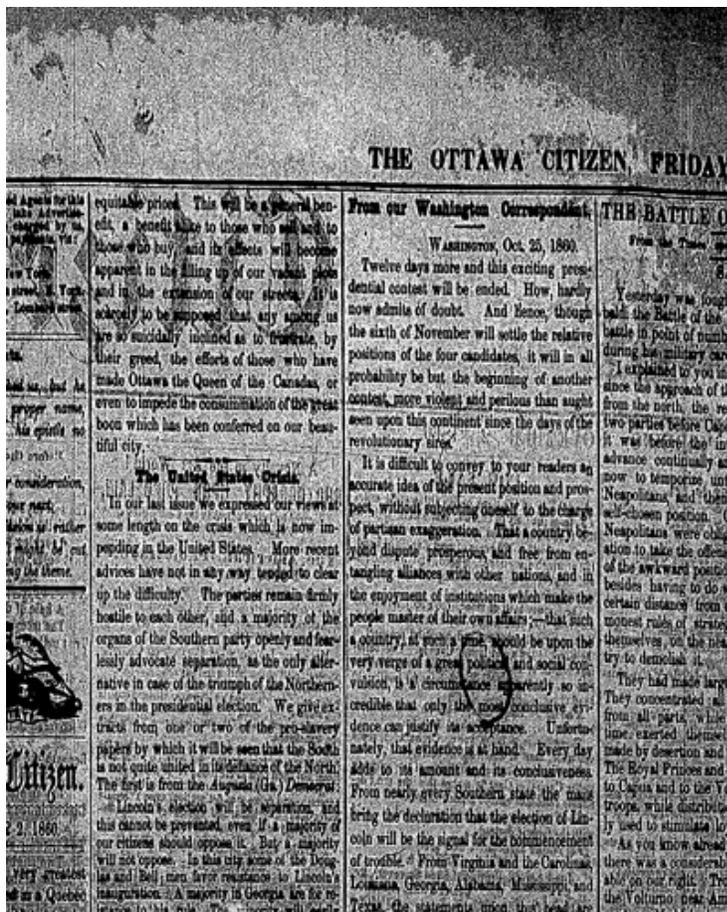
Source : Les Archives de la ville d'Ottawa



Titre/description : Les prix en hausse de la terre à Ottawa

Date : 2 Novembre, 1860

Source : Les Archives de la ville d'Ottawa



Titre/description : Les prix en hausse de la terre à Ottawa

Date : 2 Novembre, 1860

Source : Les Archives de la ville d'Ottawa

2 Novembre 1860, The Ottawa Citizen

An article on a topic of the very greatest importance to this city appeared in a Quebec journal a few days ago. It relates to the high price of building plots within the limits of the Corporation and treats the question as to its influence on Ottawa as the future capital Canada. On the whole, it is written in a fair, judicious and certainly not unfriendly spirit, and were those portions abstracted in which it adopts a personal tone, and for which, we believe, the writer is less responsible than his informants, and some exaggerations subdued, we should entirely adopt the views and applaud the motives which led to the production of the article in point. It opens thus: --

"If the reports which come to us from various Ottawa sources are at all well-founded, that city has much more to dread from the conduct of its own citizens, than from the diatribes of the vagrant correspondent of the London Times. The real property in Ottawa – that is, the property not yet improved or built on—is occupied in large proportion by a person who has neither the sense nor the magnanimity to make it available for the public.

It is said he is the evil genius of the place; a bad sort of accident; with much wealth and no soul; jealous of his contemporaries, and afraid of posterity. In this pleasant condition of affairs, capitalists and intending residents find on visiting Ottawa that, for a naked lot in second class streets, they are invited to pay at the rate of from £25 to £30 per foot frontage; and that even at this price, the enterprising owner is not anxious to sell.” We, who well know the individual at whom the above personal attack is directed, pronounce it to be perfectly unjustifiable. It is not founded upon facts, and the figures furnished are gross exaggerations. In the first place, we suppose it will be generally admitted that a thing is worth what it will fetch, and that a vendor is justified in taking what a purchaser is willing to give. Mr. Sparks—it would be useless withholding a name so well known- does no more than this, in fact, he sometimes does less, for we are aware of cases in which he has taken smaller amounts for plots than the intending purchaser had offered to give. Again, he holds but a comparatively small portion of the lands included in the corporation limits, and we believe that except in isolated and exceptional cases, he never yet received more than £10 per foot for his plots, and in the great majority of cases considerably under it. We give the conclusion of the article:-- “There is no written law under a free Government by which to modify such a state of things. The owners of property must be the judges of what it is worth. But there is such a thing as the law of compensation, which, although it does not appear on the Provincial Statute Book, is generally found to prevail in the end. If Ottawa is to come into the community of first-class cities the whole task must not be left in the hands of Government architects or Government contractors. The bulk of the work, after all the public Palaces are completed, has to be done by the enterprise, the liberality and the public spirit of the inhabitants themselves. The Queen’s decision will not be altered in obedience to the Times or its travelling agent; for we think the bulk of the population of both Provinces are indisposed for a further agitation of the question. But if the property owners of the place imagine they can exact a tribute from new-comers at the rate now proposed they will find themselves mistaken. There are not a few who would be disposed to make any attempt at extortion a plea for disowning the new Capital. So that, we take it, the question in a great measure rests with the people of Ottawa themselves, whether they shall be left in quiet possession of the honours awarded to their town by the arbitrament of her Majesty the Queen. Certain, it is, if the public are to be plundered they will prefer being plundered in a place which has some title to the designation of a finished town. They will not go into the forest to submit to higher local tariffs than they would pay in the oldest and wealthiest sections of the Province. These are questions which affect primarily the people of Ottawa themselves. We mention them, because we can see no possible good likely to arise from a renewal of the Seat of Government agitation. It cannot be the interest of Quebec to have a change made in favour of Montreal; and as Toronto- the only district with which Eastern Canada could co-operate at least in this section—chose to deceive us, and in fact distinctly broke the pledge given in the session of 1855, Quebec has very little from any renewal of the strife. But if Ottawa remains permanently the Seat of Government, it will most assuredly, have to be on its good behaviour, even if its rising Palaces, were quadrupled to-morrow. We quite agree with our contemporary that the price of land in Ottawa is vastly too high, but it is not so high as he supposes; for instance, there is a long range in eligibly situated

plots near the railway to be sold at this moment, for less than £2 per foot frontage. On Wednesday last a sale took place at which some of the most valuable unoccupied building ground in the city was offered for sale; it realized only £10 per foot. We could point out numerous other instances which would modify in some degree the statements of the article we quote; nevertheless, we cannot deny that land is far too dear, very far above its natural and legitimate value, in around Ottawa. This is more particularly the case with agricultural and contiguous to the city limits. It may be deemed incredible, but it is, generally speaking, dearer than it is in the vicinity of the metropolis of England. There is something outrageously absurd in this, and it is impossible that it can long be upheld at its present price. It was to be expected—it would have been so at any other place—that, under the circumstances, prices of land here should be excessive, that the effect of the removal of the Government hither, important as it is, should have been overrated, but our contemporary need have no fear for the general result. The temporarily distributed balance will soon be adjusted, the laws of social economy were suspended, not abrogated, and we shall soon see them exercising their legitimate influence. The instances we have given will prove that our land-holders are beginning to perceive that they have hitherto been acting upon mistaken principals, and we have no doubt we shall soon see a return of fair and equitable prices. This will be a general benefit, a benefit alike to those who sell and to those who buy and its effects will become apparent in the filling up of our vacant plots and in the extension of our streets. It is scarcely to be supposed that any among us are so suicidally inclined as to frustrate, by their greed, the efforts of those who have made Ottawa the Queen of the Canadas, or even to impede the consummation of the great boon which has been conferred on our beautiful city.”



Titre/description : Les prix en hausse de la terre à Ottawa

Date : 2 Août 1861

Source : Les Archives de la Ville d'Ottawa

2 Août 1861

The Price of Land in Ottawa

The Quebec Chronicle, a newspaper generally well informed, and by no means inimical to Ottawa interests, has in some of its late issues been very severe on the land-holders of this city; and we are free to confess, not altogether without some show of reason. The complaint of the Chronicle is, that land in Ottawa at present is held by its owners at such very high prices as to deter people desirous of settling here from purchasing. Now, this assumption on the part of our Quebec contemporary is almost wholly without cause; for, while one or two large land-holders hold their property at high prices, there really is a very large number of eligible city lots for sale on terms which we look upon as reasonable and easy. For instance—Mr. Chas. Sparrow, jr., a land agent here, advertises building lots in a very pleasant and healthy part of the city, and within five minutes walk of the Parliament Buildings, at from fifty to one hundred pounds each. These lots are in size, from one-fifth to one-sixth of an acre, and surely these prices are small in comparison with what was paid for similar lots in Western towns and cities during the speculative mania of 1856-67. Within six months past, gentlemen in question has disposed of some \$50,000 worth of them, and they are still in demand. To be sure, this in choice localities property is held, in some instances, at exorbitant prices, and its owners are likely to keep it on hand, unless they moderate their demands. But this need not deter our Quebec contemporary from sending along those of his friends who are desirous of investing in real estate here. Now is the time to purchase, for we are apprehensive that land in Ottawa will not have a downward tendency for some years yet to come.

to one-sixth of an acre; and surely these prices are small in comparison with what was paid for similar lots in Western towns and cities during the speculative mania of 1855-6? Within six months past the gentleman in question has disposed of \$50,000 worth of them, and they are still in demand. 'Tis true, that in choice localities property is held, in some instances, at sensation prices, and its owners are likely to keep it on hand, unless they moderate their demands. But this need not deter our Quebec contemporary from sending along those of his friends who are desirous of investing in real estate here. Now is the time to purchase, for we are apprehensive that land in Ottawa will not have a downward tendency for some years yet to come.

1863

25 Août 1863

Le Parlement provincial

Le siège du gouvernement

“...That we think it our duty to take the earliest opportunity of expressing our opinion that the public interests will be best served by the completion with all the necessary speed of the Government Buildings at the City of Ottawa, which her Majesty has been graciously pleased to select as the Metropolis of Canada, and that until those Buildings are rendered fit for completion, a due regard to economy renders it expedient that the Seat of Government should be continued at Quebec.”

8 Septembre 1863

Le siège du gouvernement

“It is not likely that Mr. Brown’s motion for the appointment of a committee to enquire into the state of the Ottawa Buildings will be carried should it again come up. Yesterday, when the item was called on the Order of the Day, the mover was absent and there were loud cries of “drop” from different parts of the House, but some one objecting to its being struck off the paper it was allowed to stand. It is questionable whether it will again be brought up. It can accomplish no good, and from the beginning was intended only to please the people of Toronto with the shadow while the substance was held from them. The head of Government says he is confident- “as sure as I stand here” was the phrase he used- that the buildings at Ottawa can be made fit for occupation next fall, and his information, he asserts, is official and reliable. Does Mr. Brown doubt the word of the Premier whom he keeps in office?”

15 Septembre 1863

“It cannot be denied that for four weeks past the proceedings in Parliament, and especially the course taken by our members from this section of the Province, have received more than ordinary attention and been regarded with unusual interest. In this we see nothing extraordinary...Of the measures of the Session, only three of importance could be named. The Seat of Government matter was urged forward by the friends of the Ministry,- not to

carry out HER MAJESTY'S decision in favour of Ottawa-not to regard the decision as a finality, or to deal with it as a great question that involved the national honor-but as a gambling operation, through which it was hoped to open the whole subject from its beginning, and discuss and decide upon the correctness of the decision made. So strongly was all this manifested that it very soon became the great question, and the one of the three that was foremost."

18 Septembre 1863

Le Parlement provincial

Les édifices publics d'Ottawa

"The Speaker then put the question on the next Order of the Day, vis: the further consideration of the Hon. Mr. Brown's proposed motion for the Committee on the subject of the Public Buildings at Ottawa, and of Mr. Morris' proposed motion for an address in amendment thereto. Mr. Dunkin said, if he was not mistaken regarding this subject, the Government had announced a distinct, definite and unmistakable policy. The Government had declared their intention to carry out Her Majesty's decision and make Ottawa the permanent Seat of Government for Canada; and also announced their determination to expedite the works at Ottawa. The Government had stated it as their belief that the Ottawa Buildings could be put in a proper state to receive the Parliament at an early day, and that it was their conclusion, come what may, to remove from Quebec to Ottawa. Of this was he was sure, that if the Government were sincerely determined to go to Ottawa, it was quite possible for us to go there at an early date; because it was only a question as to the amount of accommodation which Parliament could put up with. It was quite possible to go there, even though the accommodation be somewhat defective. It was not necessary as immense amount of money should be spent, or an immense amount of work done, to enable Parliament to remove to Ottawa."

29 Septembre 1863

"If the Seat of Government question has become unduly prominent, and if it has been a standing subject of dispute during this Session of Parliament, the blame does not rest with the members from this section of Canada. Up to this moment they have simply stood together in self-defence(sic). On their part, no aggressive act, or any attempt of such a character, can be shown. And even when deceived by Ministry, and abused, lied upon and slandered by the mercenary supporters of the Ministry in Ottawa and elsewhere, they pursued the "even tenor of their way," and neither listened to promises, nor bowed to threatenings. We feel assured that we can safely affirm that, on the Seat of Government question, the Government stood pledged to carry out the Queen's decision in favour in Ottawa; and, at the same time they were quite as fully pledged to the people of Toronto and other Western constituencies to the very opposite."

1864

6 Mai 1864

Le déplacement vers Ottawa

De la gazette du Québec, 2 mai

“Within a day or two, for what reason we cannot well say, there has been some flutter among the Civil Service men and their families anent the removal to Ottawa, which was fixed by the late Government for the coming fall. By some means a rumour has got afloat that the removal at so early a day is an actual impossibility, and that all the available labour which could be forced upon the public buildings would not change the prospect. As a Quebecker, sharing in the general benefits accruing from the presence of the Departments and the meetings of Parliament in the city, we might be excused for encouraging the hope that the rumour was likely to turn out correct; but we very much fear there is no such good luck in store for us.”

24 Mai 1864

“At the present moment the condition of Ottawa is, to say the least, peculiar. Perhaps never in the history of any country has the fate of the city been so placed. Years ago it was declared to be the Capital of Canada by no less authority than that of the SOVEREIGN. Since that declaration was made, interests that are influential and powerful have been employed against it. Time and again we have heard that the carrying out the Royal decision was doubtful; and these rumours have been regarded as truthful. At present, however, we have every prospect of a realization our long-deferred hopes. We have every reason now to ____ upon the removal of the Seat of Government here as certainty. No later than Saturday week, it was declared by the Executive Council that he removal would take place next autumn, under any circumstances.”

1866

28 Décembre 1866 [Éditorial]

“The reports which have been constantly gaining ground as to the future seat of the government of British North America under Confederation are now louder than ever. There is however one spot in Canada which can have no possible claim upon the honour of being the metropolis of British North America, and that one spot is Montreal. Wherever it may go at least there it should not go, for placing the seat of Government at Montreal is inviting and courting attack, menace and incessant agitation from the South of the line 44. Sir John Michel has already told the Montrealers that their town is indefensible. Now the only two just reasons for removing the Seat of Government from Ottawa are that the people of the eastern provinces may require as a guarantee against the, by them, justly dreaded influence of Upper Canada, that the Seat of their and our common government shall not be so far from their frontiers as the line of Ottawa. This objection is as potent against Montreal as against Ottawa city. The other objection is a far more serious one. It

is that Ottawa is not secure from a sudden raid from the Americans. If Ottawa is not secure enough for the future capital what must Montreal be? The American Union almost holds it the hollow of its hand. The opinion of sir John Michel as reinforced the opinion of General Scott, who said a competent commander could go into Montreal in a coach and four.”

29 Décembre 1866 [Éditorial]

“The re-opening of the Seat of Government question by the Quebec press has brought another question of great importance prominently before the public, namely, the question as to the defensibility of Montreal and Ottawa against the attacks of an invading army. The theory started by our Quebec contemporaries is, that the seat of Government is to be removed from Ottawa, that Montreal being indefensible in a military point of view, is unworthy to become the capital of the Confederate Provinces. Our contemporaries, conscious of the great national advantage of position, and the assumed impregnability of the ancient capital, see in that reason why Quebec should become the metropolis of the confederation. We have no doubt, whatever, about the sincerity of our contemporaries in believing that their city presents [many] attractions and advantages as a location for the seat of Government; we think however, that all their arguments will be lost, as the question of the Seat of Government now appears to be a closed one. But if the question were an open one, and the adaptedness of this place, or the other places, for the seat of Government was to be judged solely upon consideration of military defensibility, we could not look at matters in the same way that our contemporaries do. Military science has undergone great revolutions since the days of when engineers and artillerists looked upon Gibraltar, Quebec, and Malta as impregnable fortresses. Modern engineers and artillerists express themselves with some confidence to the practicability of reducing Gibraltar, as at present defended and fortified, by means of the large siege ordnance constructed under the superintendence of several European Governments and by the United States Government. It has been shown repeatedly, within the last few years, by a series of practical experiments made in England and the United States, that the most solid blocks of masonry can offer but very slight resistance to the Armstrong, Palisser and Parrott guns. The British Government has recognized its sense of the danger in which its strongest fortifications are now placed by ordering from the Messrs. Cammell, of Sheffield, a large number of heavy steel plates for the fortresses of Gibraltar and Malta. We do not know whether similar plates will be ordered for the fortifications at Quebec, but it seems to us that, if they are needed at Gibraltar and Malta, they are required to put the ancient capital in a fit state to repel the assaults of the American monitors and iron-clads. The late American and Dano-German wards have exploded many of the old theories entertained by military men respecting fortifications. The history of the defence of Vicksburgh and Richmond of the latter place in particular, has taught that earthwork fortifications can be rapidly constructed, that they are capable of conversion into the strongest of fortresses, and that they offer many advantages not possessed by masonry. Such works could very easily be erected in the neighbourhood of Montreal or Ottawa, and any invading army could be kept at respectful distance from the cities. It is more nonsense to say, as our Quebec contemporaries do, that neither Montreal nor Ottawa could be put in a state of

defence. It is true that our contemporaries allege that Sir John Michel has, at some time and in some place, said that Montreal was indefensible. With all respect to Sir John Michel's experience and ability in military matters, we must say that any such expression coming from him would be treated disrespectfully. We are inclined to think that the Commander of the forces has been misrepresented. In the first place, we think that if his opinion had been as stated, he would not have given expression to it; and in the second place, we are sure that he holds an opinion exactly opposite to that alleged. Our Quebec contemporaries would do well to use diligence in looking up the latest opinion with respect to fortresses and the art of fortifying."

1867

1er Janvier 1867 [Éditorial, revue de fin d'année]

"[...] The Parliament of Canada met for the first time in Ottawa. By this meeting the choice of her Majesty of a permanent metropolis for Canada was fully carried out. The matter is, therefore, now settled beyond all peradventure that Ottawa will be the Capital of Confederated British America. It is true that some dissatisfaction exists at the arrangement and many journals are endeavouring to unsettle the matter. But the same considerations which operated with her majesty in influencing her to make choice of Ottawa over all other competitors exist now with increased force; and as "Ottawa must be the Seat of Government subject to the Royal Prerogative" according to the provisions of the Quebec scheme of Confederation, there is but small reason to calculate that the present arrangement will be disturbed."

12 Janvier, 1867 [Éditorial]

"Our Quebec contemporaries have accepted, with a seriousness and good faith which is rather amusing, the rumour that the Colonial Delegation has come to a resolution to have the Seat of Government removed from Ottawa. The rumour alleged, it will be remembered, that the delegates had had the matter under consideration, and by a majority of four decided to recommend her Majesty to choose Montreal or Quebec as the Seat of Government for the Confederated Provinces. The rumour, we have no doubt originated among Civil Service employees, many of whom sigh for the salt breezes of the St. Lawrence, and long to abide beneath the shadow and within sound of the booming guns of the ancient Capital, and was begotten of these sympathetic desires. The imposition of the rumour was innocent enough so far as mischievous effects to the public interests was [concerned], but when judged by the effect it would have upon our Quebec contemporaries, it was somewhat thoughtless and ill-advised. Since the publication of the rumour the columns of contemporaries have contained abundant evidence of the credence with which it was received in the Ancient Capital. The Chronicle has supplemented the rumour by the allegation that the Government was in treaty for the purchase of the Laval University building, that a price - \$200,000- had been agreed upon, and that the property would be made over to the Government. At some previous time, it appears, from the statement of the Chronicle the Government had been in treaty for the

same property, and the authorities of the University had then asked \$300,000, a price which, it was assumed, was not greater than the value of the property. It is explained that the authorities of the University are not of the opinion that if the seat of Government were removed to Quebec other property which they own in the city would be greatly improved in value, and therefore, they are now willing to take \$200,000 for the same property which they refused to take less than \$300,000 on a former occasion. Or, in other words according to the Chronicle's statement these authorities were prepared to give a [...] of \$100,000 if ministers [would move?] the seat of Government to Quebec. [...] These statements were loaded [...] could not do otherwise than admit [...] of the proprietors, and [...] that the people of Quebec would have [...] greater reason to do so; but the statements of the Chronicle have met with something like a flat contradiction, for the authorities of the University declare that buildings of the institution have not been offered to the Government for \$200,000 and what is more, that the Government is not in treaty for their purchase. The Chronicle must, therefore, have been wrongly informed or else the lively imagination of its writer had got the better of a usually good judgement. The rumour respecting the action of the delegation and the expectations of Quebec becoming the capital of British North America seem also to have infected the veteran Gazette, and we find in a recent issue of our aged contemporary a most remarkable and exceedingly lengthy, if not conclusive, argument in favour of the ancient capital, from the pen of a writer who assumes the title of Britannicus Peregrinus. The essay, if such it may be termed, is quite as singular and mysterious as the name assumed by the writer. His object, we should presume, was to prove that Quebec contains within itself all the advantages and the elements of strength and position which the capital of a young nation should possess. It is presumed to have a harbour in communication with the sea from January to December, a climate equal to that of the Sunny South, a fortress second only to that of Gibraltar, besides other considerations. We should add that the essay is accompanied with a map, equally as remarkable as itself, which is intended to convey some idea of the extent of territory embraced in the proposal consideration, and the comparatively central position which Quebec would occupy. As to the merits of Quebec as a place for the seat of Government, we have nothing here to say. We were under the impression that the once troublesome question was forever settled that Ottawa had been affixed upon as a suitable place for the seat of Government, both on account of its central position and its adaptability in many other respects. We supposed that the decision of her Majesty had been accepted in good faith by Upper as well as Lower Canadians, and that nothing would be done to disturb the agreement come to. The course pursued by our Quebec contemporaries, however, has shown that so far as they are concerned the compromise was a false one, and their acquiescence in the Queen's choice nothing but a hollow pretence. By their alacrity in seizing upon a rumour which carried improbability upon its face, and holding to it in spite of repeated denials of its veracity, they have disclosed a feeling which it is not to be mistaken. Our contemporaries declare, in effect if not in words, in fixed determination to re-open the question. They perceive that, if the [question? Past?] been taken up again, the present is [...]sole opportunity while the [delegates?] engaged in their final deliberations [...] know that when the Imperial [...] the Royal sanction, and if the Quebec scheme is agreed upon in its [...] there is but small

probability that the Provincial Parliament would ever seek a new location for the seat of Government. Before the terms are finally agreed upon they hope to influence the Colonial delegates to make choice of the ancient capital. We are far from conceiving that they will meet with any degree of success. We have seen no cause to doubt the sincerity of Messrs. Cartier and MacDonald as well as the other members of the delegation, and we believe that they are as solemnly pledged to respect Her Majesty's decisions as any public men could be to any question of Provincial importance."

18 Janvier 1867

"The Mayor's Dinner to the Members of the Corporation and Officials."

[...] in proposing this toast, the Chairman said: Gentlemen I shall now propose the first toast of the evening. It requires no preface at my hands. Throughout all portions of Her Majesty's wide-spread dominions the name of our beloved Sovereign is a household word in the hearts of her people, and in no place throughout the same is our Gracious Queen and every member of the Royal family more highly esteemed and honoured than in this city which her Royal fist has made the Capital of United Canada, and the possible Seat of Government of Confederated British North America. [...]

9 Février 1867 [Poésie]

The word of a Queen has come over the sea
Conferring the crown and the sceptre on the,-
An heir to a crown has placed with his own hand
The stone that attests thou shalt reign o'er this land
Oh, Ottawa! great glory has dawned on thy brow;
Thou'rt destined, no more sister to bow;
Thou'rt destined no longer to beg for thy right –
Thy glory is boundless, great is thy might.
Thy word shall be law and thy wish a command;
A queen has extended o'er thee her right hand,
And the God of justice will never allow
Those well deserved laurels to leave thy fair brow.
Thy buildings are there and forever shall stay
To show that thy right hand the sceptre doth sway;
They'll stay to prolong and to hand down to fame
The halo that clings and shall cling to thy name;
They'll stay that our children may praise of their sires
The honour and worth on their sweet sounding lyres!
How pleasant at night when the moon is on high,
To view those great towers which seem touching the sky;

Alone in the darkness they are to be seen,
And serve to enliven life's sorrowful scene,
When viewed from the river they seem to grow higher
New splendour and beauty they seem to acquire,
And, as the moon rises, the walls then display
Such beauties as ne'er could be seen in the day
For it is when silence reigns over the earth,
And hushes the sounds both of sorrow and mirth
When the night-owl leaving his wind-rocked retreat
Comes forth in the dark as if silence to greet;
'Tis then that those sombre walls appear so fine
That vanity their beauties I'd strive to define.
From the tops of the towers great beauties are seen
The mountains so woody, the valleys so green;
The torrent that's recklessly from the rock hurried
The waters in a whirlpool dizzily twirled
'tis here the sun's rays are seen often to play,
to dance and to gambol around with the spray.
Above the wild torrent a bridge is extended
As if by some magic hand it were suspended.
Oh, Ottawa! that bridge will remain as a crown
To add to thy beauty the gift of renown; -
That bridge will stay, and with thy towers will unite
To praise thee, fair city, when tyrants will smite!
The eyes rove with sorrow from this wild Affray,
But gladly that Gatineau mountains survey,
The pine and the hemlock are there to be seen
And clothe the high mountains in garments of green
The Gatineau valley extends from their base
And comes to present to the eye all its grace,
The clover and flowers are now in their bloom
And fling on the breeze most charming perfume.
These beauties, oh – Ott'wa shall likewise remain
The fame of thy splendour and grace to sustain!
Thanatos January 31 1867

***Ce poème a été écrit en juillet**

11 Février 1867 [Éditorial]

Canada, it is said, will be the name of British North America under confederation. The name is believed to be the choice of the Colonial delegates. It will be submitted to her Majesty, who will perform the service of baptism. We shall be glad if the difficulty which appeared to surround the choice of a Confederate name has been so easily removed, for many of our contemporaries were sorely perplexed to find a fitting name for the God-child. Canada would have done just as well, no doubt but, as the Maritime Provinces are somewhat jealous of the two St. Lawrence provinces, it is proper that the matter should be compromised. Nova Scotians, who seem to dread Canadian influence the most, may be flattered by the termination of the revised name and fancy that it is made in compliment to them. Canada, it is popularly supposed, is a derivation from the Indian word Kanata – a collection of huts – what Canada may be derived from we know not, unless from the necessity to get out of difficulty. “Necessity is the mother of invention” and to that we shall apparently be indebted for our national name. It will be noted, however, as singular, that the new name will make no difference to us as a people. We have been known as Canadians, and we shall remain Canadians under Confederation.”

14 Février 1867 Intelligence local

Man-traps and Pitfalls

“Besides the dangerous hole at Pooley’s Bridge, to which we directed attention in Yesterday’s issue, there are in various parts of the city dangerous holes in the sidewalk. We would mention in particular that dangerous place on Dalhousie street, where the slightest misstep would precipitate an unwary passenger into a large open drain on one side, or into a smaller hole on the other side, where in either case a broken leg would be almost certain result. The sidewalk at the place is narrow and in slippery weather it would require an acrobat to traverse it in safety.”

20 Février 1867 [Éditorial]

“The last official statement of the standing of the Provincial Banks shows the following facts: Total authorized capital, \$30,466,666 ; paid up capital, \$28,433,348 ; liabilities, \$39,617,993. Against this there are total assets amounting to \$70,498,132. The coin, bullion and provincial notes held amount to the large sum of \$42,887,915. The notes of the Banks in circulation amount to \$9,867,486.”

20 Février 1867 [Correspondance]

“To the editor of “the Ottawa Citizen” Sir –While the City Council takes time to deliberate on the best location for the hack-sleighs, whose present stand is at the junction of George and Sussex streets, I would suggest one most desirable improvement in the existing state of things and one to which (without offending the susceptibilities of the too-sensitive Jehus) immediate effect might be given. It is simply this : Let the horses’ heads be turned the other way, up George street instead of facing Sussex street. Those of your readers who may ever have been so unfortunate as to pass down Sussex street about five p.m. –

when the evening train in due, and an hour when the street is thronged with passengers – cannot be ignorant of the whooping and yelling, and lashing of horses, with which on the first sound of the whistle, the carters dash into their vehicles, and totally disregard of the poor pedestrians who may be crossing George street at the moment, tear away down to the station like demons just let loose. George street is wide, and a person, particularly [this is how it was spelt in the article I swear!] a lady, cannot gain the sidewalk in a moment. Almost the same scene is enacted the moment the cabbies espy any person beckoning for a sleigh. They rush, with one accord to their respective sleighs, then follows a scrimmage and a brief scramble until the most expeditious of the number distances his rivals. Were the horses heads turned up the street, pedestrians would at least, have time to reach a place of safety before the rush comes, and ladies would suffer fewer alarms from the “shying and starting” of horses at other times, on snow falling from the neighbouring roofs, or on the bugle surrounding the barracks &c. If you can succeed, Mr. Editor, in effecting this experiment, you will be entitled to the thanks of every one who is in this slippery season, A Walker.”

21 Février 1867 [Éditorial]

“The confederation bill is being pushed through the Commons with the utmost despatch. It has already passed the first reading, and the second reading has been. The telegram advises that it has passed two readings, but this is probably a misapprehension. According to parliamentary practice, opposition to the Bill must be made upon the second reading, and we presume that the ordinary usage will be followed. The third reading will be a mere matter of form. It is therefore, probable that the Bill will have passed through the Hoose by the end of the current month.”

12 Mars 1867 Intelligence local

An Orderly City

“Ottawa always has been – since the last of the Shiners – and is, the most orderly and best conducted city in Canada- intending the latter word in its fullest significance. Heavy crime is rarely committed here, and even petty ones are as scarce as blackberries in January. Our police force, including the detective, are the most vigilant that any city need desire to be blessed with, and yet three and sometimes four days elapse without their being able to drum up the smallest case for the Police Magistrate to exercise his judgement upon. Such has been the case this week. Since Friday morning the Police Court has not been graced with an offender. If there is any other city in the Provinces with a population over 17,000, which can say as much for its morals, let it speak.”

12 Mars 1867 Intelligence local

A New Vocation

“Few cities in the province have been more free from professional beggars than has this hitherto, with the exception of one or two old fellows who were fond of a drop and who solicited a charity to obtain it. Mendicants were strangers on our streets. Too much cannot

be said at the present time of the [scarcity?] of that class of citizens in Ottawa. Quite a number of young urchins – boys and girls between the age of eight and ten- now make their regular rounds, soliciting ‘a copper’ and representing themselves as orphans or the children of disabled parents. Every one of these young beggars should be picked up, and if they should prove to be orphans-which is very doubtful- they should be put into the institution in this city for the reception of such. To permit them to continue to ply the avocation is only exposing them to temptation, and in a measure preparing them for the gaol.”

13 Mars 1867 [Éditorial]

“The bare proposition of designating the Confederate Provinces as the “Kingdom of Canada” appears to have threw our neighbours into an intense agony of alarm. The project of building up a monarchy north of the lakes and the St. Lawrence is declared, by the more excitable of our neighbours to be a dangerous menace to the stability of their Republican Institutions. All kinds of frippery arguments are indulged in by them to show why the national government should protest, and interfere, if protestations were of no avail, against the establishment of the proposed Kingdom. The extent of the alarm into which some of our neighbours have been thrown, may have been seen in the introduction of Raymond’s very silly resolutions into the House of Representatives. Many of the more rabid anti-British journals have out Raymond himself in their antagonism to the Confederation of the Provinces. The next ground of objection which Mr. Raymond and the anti-British peers have is not so much against the name which may have been chosen for the Confederation of the provinces as against Confederation itself. They understand that the union of the Provinces is synonymous with the consolidation of British interests in America. So long as the Provinces were politically, commercially and almost geographically isolated our neighbours saw some chance of the Provinces falling into the Union one by one, and they were contented to wait patiently the working of time. There can be but little doubt, we think, that the abrogation of the of the Reciprocity Treaty was secretly intended to work our commercial ruin, and to teach us that without the favours of the Washington Congress could bestow our national existence would not be worth a straw.”

25 Mars 1867 [Correspondance]

“sir – In this climate there is at this season of year a great deal of unnecessary non-intercourse between the city and country—and that does exist is carried with much loss and great cruelty to animals. The condition of the main streets are such that sleighing is almost impossible – while from the depth of snow on every country and side road wheeling is on them equally impossible. Even in mid-winter , after a heavy thaw followed by a hard frost, the streets of Ottawa are covered with a coating of frozen manure , which makes them almost impassable for those heavy loads of wood or produce so easily then brought in from the country. For this there is at present no remedy but a fresh fall of snow. But at this season there may be weeks what at least half of every load which reaches the suburbs should there thrown off, when country people leave their vehicles outside and walk in, to save themselves and horses from becoming objects of comment and

commiseration while creeping along the gutter and hunting up every detached piece of clean snow or ice. Now this is just the season of the year when there is little else but teaming to be done, when the price of wood can be kept down by good roads inside and when manure is wanted outside, when supplies are being hurried off to the shanties before the ice falls, and when everyone is hurrying up to prepare for the opening of spring. To have, therefore, the transportation of the city and country at this season shorn of at least one half of its efficiency is a great public loss – an intolerable nuisance-and so far as it can be remedied a great public scandal. There is under the accumulation of filth in the streets a foot or more of solid snow and ice which if it can be got at would maintain the streets in passable order for a long time. The road thus cleaned would, among other benefits, set free those turn-outs, maintained at great expense in the city, which are now useless and will be for weeks, and enable their owners to enjoy the beautiful sky, the sleighing and scenery in the country. Can nothing be done? A few horses and scrapers at the proper time could rake the manure to the sides, from where it could be carted (and worth the cartage) and I am confident there is nothing in which a small outlay, scarcely worth considering, would produce such important economical results. Outsider.”

4 Avril 1867 Intelligence local

Sanitary – We would call the attention of the authorities to the scandalous state of the bill lading to the Rideau bridge. Since the late change in the weather the obnoxious effluvia arising from a large quantity of night soil recently deposited on the summit of the hill (on the foot-path) is most disgusting, as well as deleterious to the health of the surrounding neighbourhood. This nuisance is in such close proximity to the protestant Hospital that if not removed before the warm weather sets in, it cannot avoid producing an evil effect upon the inmates of that institution. We are surprised that this matter has not attracted the attention of the authorities before, and being now apprised through this medium of the real state of the case, we earnestly hope that immediate steps will be taken to remedy this evil. As it is, the state of facts as they now exist are a disgrace to any community, and especially to the capital of the Confederate Provinces.”

11 Avril 1867 [Correspondance]

Sir – As your columns have recently been quite fruitful of complaints about snow and water and dirty crossings, all of which a fine day or two will remedy, I beg to lay before your readers a real grievance to which I have been subjected. The Corporation and the Police ought to be ashamed of themselves to treat a man that pays his taxes as I do, in the shameful way I have been used. I am sir, a married man, a man of family. I carry a neat cane to assist me when I walk abroad. A day or two ago I was walking along Sussex street and my cane went through a knot hole in the sidewalk, and in addition to falling and soiling my clothes, my cane – a cane sir for which I paid one dollar and fifty-seven cents- was broken in tow. Is this treatment for a British subject in the Capital of the country? Is this the way the Corporation looks after the comforts of the public? What are our police for if it is not their duty to see that there are no small holes in the sidewalk, laid as traps to break valuable canes in the hands of staid and sober citizens? I trust this matter will receive that attention at the hands of the authorities which its importance deserves. Yours truly,

An Ill –Used man. Ottawa, April 9th 1867

P.S. – I shall consult my legal adviser, with the view of having an action instituted for damages, if justice is not done me forthwith.”

20 Avril 20 1867 [Correspondance]

“Sir – In the Citizen of the 17th instant I observed a letter from a person signing himself ‘A Constant Reader’ requesting Colonel Campbell to allow the Band of the 100th to play on the terrace of the parliament buildings on some afternoon of each weeks, and in to-day’s issue I see the Colonel has acceded to the request. Now sir, I would respectfully suggest to colonel Campbell that Major’s Hill besides being the regularly established place for the band to play, is in every respect better suited fro such a purpose. There is nice grassy [ward?] on which seats are erected for the public, and every arrangement was made while the P.C.’s O. were here for the Band to play in that place, and besides, it is in the most central part of the city. If the colonel could be induced to alter his decision and act on the suggestion here presented, and also make the hour of playing six o’clock instead of half past four, when everyone is too busy to enjoy the treat, he would oblige Your truly,
The Public”

22 Avril 1867 [Correspondance]

Dear Sir – I was much pleased at noticing in this morning’s paper that some person had, through that medium, requested Col. Campbell to allow the Regimental Band to perform on Major’s Hill. I confess that I, with others, felt disappointed to find that the Government Hill had been selected for that purpose. It is quite bare and uninteresting. Last year we used to have delightful times listening to the Prince Consort’s own Rifles on Major’s hill and walking under the spreading boughs which shade that green retreat, or its high wooded brow, and looking across the calm waters upon the pleasant fields and scenery beyond. May we not promise ourselves equally as much, if not more, pleasure in the same delightful spot listening, during the lingering twilight hours, to the sweet strains of the “Glorious Band” (as it is deservedly called) of our own “Gallant Hundredth?” Your Respectfully,
Ariel.”

29 Avril 1867 [Éditorial]

“Our contemporary the Montreal Daily News, in referring to some remarks which appeared in the Citizen on the late supposed incendiary fires, says: ‘The Seat of Government does not appear, from the following extract from the Ottawa Citizen to be exactly the locality where a quiet, easy going man would relish residing. It says little for municipal vigilance or police authority, that people should incur the peril of being roasted to death in their dwellings because the detectives are unable to trace out and arrest a few scoundrels. We suppose the citizens there have no alternative before them to escape outrage save by following the custom established in the Western States of vigilance Committee well supplied with ropes and en expert hangman.’ One would suppose from the tone of our contemporary’s commentary on the state of things at the Seat of Government that the utmost license is permitted to a gang of incendiaries; that our municipal and police

authorities are indifferent to the public interests ; that our detectives are incompetent, and, inferentially, that the state of things in Montreal is much better. Now the facts are that both municipal and police authorities and detectives are eminently prompt in the discharge of their respective duties, and life and property are quite as safe here as they are in Montreal or any city in the provinces. We may be permitted to assure our contemporary that the citizens of Ottawa are so well satisfied with their municipal and police authorities and their detectives that they have another alternative besides the custom established in the Western States, and that is to leave the guardianship of the city to the properly constituted authorities. We must be allowed, too, to question the correctness of our contemporary's inferential claim in respect to the efficiency of the municipal Corporation of late, reports of which have appeared in our contemporary's columns, say little for municipal purity. Our contemporary has recently taken a prominent part in ventilating certain scandals affecting the reputation of the council. That Montreal journalists have no reason to boast of their city being 'exactly the locality where a quiet, easy going man would relish residing' the following, which we exact from the Witness will prove: Arson – How many houses have been set on fire, and how many persons burnt to death by incendiarism during the past ten years, we do not defiantly know; but we do know that in every one of the cases which has occurred (and which have not been as rare as angels' visits) the incendiary was a murderer in spirit if not in deed. That during the period named, there have been no convictions for arson in this city is a disgrace to our detective or judiciary system or both. The conviction of Castagneto on Friday last, of the crime which he committed in December last, by which the lives of some thirty persons hazarded and his sentence to the State Prison for life by Recorder Hackett are events worth special commendation for their novelty in the history of our Criminal courts. To Recorder Hackett especially, the thanks of the community are due for his prompt enforcement of a sentence so severe as to be an impressive warning to other desperadoes. The prevalence of crime is not so much due to defect of law as to the criminal laxity in the enforcement of the law – N.Y. Paper [We used to pity New York for its wretched administration of law, but it is getting better than Montreal. No incendiary, however clear the proof, can be convicted here, because of the character of our petty juries. All that is necessary here, we believe, is to get a few professional jurymen included in a petty jury, or to get it composed of a class who are accustomed to do just as their leaders bid them, in order to have a verdict of not guilty in any case where the defendant has the means of paying enough for his defence – Ed. Wit.] If the Witness be correct – and we are inclined to think it is- it is quite clear that not only Municipal authorities but the general public of Montreal are tainted with moral impurity. When our contemporary again feels an itching sensation to have a fling at the Seat of Government, we would advise him to bear in mind the old saying those who live in glass houses."

10 Mai 1867

"Three of the Canadian Delegates, Hon. John A. Macdonald, Attorney General ; Hon. W.P. Howland, Finance Minister; and Hon. Wm. McDougal, Provincial Secretary; arrived by the 'Persia' and after spending Friday in new York, left for their respective homes, accompanied by their ladies, last evening, in excellent health and spirits. We are glad to

be able to state, that before the end of the present month, or so soon as the names of the Canadian legislative Councillors can be fixed upon and forwarded to the Home Government, which is made necessary by the act, we shall be in possession of the Queen's proclamation, giving effect to the Act of Confederation, and erecting the three principal Provinces, north of us into one Dominion, or in fact, Nation, as it will almost entirely control its own affairs hereafter. Opposition in Canada West, who would if they could, revive old party lines and issues, must find new men to aid them in their plans, for we are convinced that these Western Canadian delegates are too well pleased with their work to lend a hand in undoing it just yet. -N.Y. Albion."

10 Mai, 1867 [Intelligence local]

Arrival of Hon. J.A. MacDonald and Hon. Wm. McDougall - Enthusiastic Reception Over Two Thousand Persons Present

"A telegram was received Saturday morning stating that the Hon. J.A. MacDonald and the Hon. Mr. McDougall, would arrive in the city by special train at five o'clock in the afternoon a continual stream of people were wending their way to the railway station. The Civil Service Regiment, numbering 248 men, under the command of Lt.-Col. Wily, assembled on the square at the parliament Buildings, and before marching to the depot, executed some battalion movements. By the kind permission of Col. Campbell, the band of the 100 regiment was present, and their soul-inspiring music added much to the attractiveness of the arrangements. At half-past four the regiment, headed by the band, marched to the station, and were drawn up in line on the platform. A cold, chilling rain, accompanied by an east wind, began to fall, and numbers who were on their way to the station returned, preferring a shelter from the inclement weather to waiting the of the delegates; yet, after all, over two thousand persons were present. At half-past five the train arrived, and the appearance of the Hon. J.A. MacDonald and the Hon. Mr. McDougall was greeted with prolonged cheering from the immense crowd. Three more cheers were given for the Mrs. MacDonald, and those personally acquainted with the distinguished gentlemen shook with them and congratulated them on their successful trip and their safe return. His Worship the Mayor (Robert Lyon Esq.), in his robe of office, wearing the gold chain, and attended by the city council, presented the following address, which he read in a clear, effective manner: To the Hon. J.A. MacDonald, Attorney General and Minister for the Province of Canada: --

Sir – The Corporation of the City of Ottawa cannot allow your arrival home after so lengthy an absence to pass without some demonstration of our pleasure at seeing you again amongst us, safe from the perils of a sea voyage and in the enjoyment of improved health and vigour.

We rejoice in offering you our warmest felicitation on the success attendant upon the efforts of yourself and colleagues in securing the great measure for the Confederation of the British North American colonies. Your part in the achievements of the success of this triumph of statesmanship, crowns your career as a public man and attracts towards you the gratitude of your fellow colleagues and countrymen.

The announcement of your marriage since your departure impels us to offer of our

warmest congratulations, and we cordially wish you and your estimable lady a long and happy life.

On behalf of the Corporation of the City of Ottawa,

R. Lyon, Mayor. The Hon. Mr. MacDonald, in the most feeling manner thanked them for the manner in which they had received him on his return after an absence of nearly six months. In leaving Ottawa on his important mission to England, he felt like leaving home, and returning he experience all the pleasures of re-visiting it. He went to Europe to advocate the principals of union, and he thought that he was only acting consistently up to those principals in his marriage; at least with what every inhabitant in Ottawa should do – he brought home a settler. (Laughter). He spoke of the share which would Mr. McDougall had in bringing the Confederation scheme to completion, and he hoped that the future statesmen of Canada, would work as seriously, faithfully and successfully for the interests of the Dominion as had the delegates. But politics is a dry subject, and as he knew his audience were anything but dry subjects at that time – (Laughter) – he would take an early and more convenient opportunity to speak at length on the question. He had some doubts before going to England, as to whether the seat of Government would remain in the City of Ottawa, but he was happy to say there was happy to say there was no doubt about the matter, Ottawa was confirmed as the capital of the new Dominion, and those present, and their children would live to see it the metropolis of British North America. He thanked the citizens of Ottawa for the enthusiastic manner in which they had received himself and his wife. (Cheers) Mr. McDougall followed, returning thanks in brief but eloquent terms, for this token of their esteem. The Hon. Mr. MacDonald then presented his wife to the people, and she was received with the most enthusiastic cheering. They then entered a splendid carriage, drawn by four fine bay horses, furnished by Mr. Buckley and proceeded to the residence of the Hon. J.A. MacDonald, followed by a great procession of carriages, in which were seated members of the City Council, and numbers of our influential and prominent citizens. The Civil Service regiment was then marched to the parade-ground and dismissed, and the band of the 100th having returned to barracks, the crows dispersed.”

7 Juin, 1867

The Lumber Trade from the Quebec News

Mr. Stubbs informed the public a few days ago, that the quantity of White Pine got out last winter on the Ottawa was 12,745,000 feet and on the St. Lawrence 5,000,000. Since that statement appeared we have taken the best information in the trade and can safely assert that this year’s manufacture will reach fully twenty millions, which, if not intercepted at Sorel, will come to this market. We find that the average stock for the ten years past was fourteen millions. The stock on hand on the 1st December last was two and one-half less than average. The supply for the last ten years, as per Supervisor’s returns, and quantities shipped by parties not passed through the office, was twenty-one millions, so that the supply of the present year, assuming that the whole will be got out of stream and brought to our market, will be one million less than the average of the last ten years. The average export of the last ten years was eighteen millions. We may reasonably assume that as

large a quantity will be sent away this season. Everything favours such a conclusion. Freights are low: the markets at the other side bare: and the troublesome clouds which have been hovering on the European political horizon for some time, have been happily, by the action of the Conference at London, cleared away. To give force to our opinion we will put our figures in shape, so that they reader may see at a glance how far they go to carry out what we assert: -

Sommaire de projet

Le présent site, qui se veut une exposition virtuelle bilingue et un répertoire de ressources didactiques à l'intention des enseignants et des éducateurs, met en lumière la grande histoire d'Ottawa en racontant l'épisode du choix de cette municipalité comme capitale du Canada.

Les Archives de la Ville d'Ottawa comptent un certain nombre de collections qui recèlent des documents liés au choix d'Ottawa comme capitale du Canada. Parmi ceux-ci, qui illustrent cet épisode d'un point de vue proprement ottavien, se trouvent bien sûr des dossiers municipaux officiels, mais aussi des témoignages de membres de la communauté qui brossent un tableau personnel des événements et des répercussions qu'ils ont eues sur Ottawa et ses habitants.

Il y a quelque cent cinquante ans, la reine Victoria désignait Ottawa comme capitale du Canada-Uni. Étant l'une des plus anciennes municipalités du pays, et la quatrième en importance, Ottawa a une histoire à raconter qui va au-delà de son rôle de capitale nationale et l'englobe tout à la fois. En fait, son statut particulier a contribué à maintenir dans l'ombre l'histoire des nombreuses collectivités qui la composent. Il est indéniable, cependant, que l'histoire d'Ottawa possède un caractère franchement national et concerne à ce titre l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Les mémoires présentés par les notables de la petite communauté sylvicole de Bytown, qui est officiellement constituée et prend le nom d'Ottawa en 1855, y sont pour beaucoup dans le choix d'Ottawa comme capitale par la reine Victoria, en 1857. Contestée à l'époque, cette décision apparaît, avec le recul, comme l'un des premiers compromis exemplaires dont est jalonnée l'histoire du Canada et, en définitive, comme un geste judicieux.

Le 150^e anniversaire du choix d'Ottawa comme capitale constitue une occasion extraordinaire de souligner la richesse de notre patrimoine et de réfléchir à toutes les raisons pour lesquelles il fait si bon vivre à Ottawa. L'année 2007 coïncide en outre avec le 175^e anniversaire du canal Rideau, point d'intérêt majeur qui, encore aujourd'hui, caractérise et symbolise Ottawa.

Les collections des Archives de la Ville d'Ottawa parviennent à raconter la grande histoire d'Ottawa en abordant l'évolution de la ville sous différents angles.

L'histoire d'Ottawa se divise en cinq grandes périodes :

- Histoire naturelle;
- Début de la colonisation (1783–1825);
- L'époque de Bytown (1826–1854);
- Essor de la ville comme capitale nationale (1855–1900);
- Objectif croissance (1901–1945);
- Croissance et transformation (1946–2005).

Le site Web est conforme aux lignes directrices du programme d'études de l'Ontario pour les élèves de 11e et de 12e année. Les enseignants trouveront des ressources et un guide éducatif dans les [Ressources didactiques](#).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le fonds documentaire des Archives de la Ville d'Ottawa, ou pour le consulter, y faire une recherche ou vous procurer une copie d'un document qui s'y trouve, veuillez communiquer avec le [Service de consultation](#) ou visiter les [Archives de la Ville d'Ottawa](#).

Qu'entend-on par archives?

Les Archives de la Ville d'Ottawa

Les Archives de la Ville recueillent et conservent le patrimoine documentaire d'Ottawa, et le rendent accessible au public, tout en assurant l'entretien pour les générations à venir.

Nos documents sont classés en deux catégories principales :

Documents généraux

Cette collection comprend les documents municipaux créés par la Ville d'Ottawa et les municipalités qui l'ont précédée. Elle inclut aussi les documents de la Bibliothèque publique d'Ottawa, des Services de police et d'OC Transpo.

Documents communautaires

Il s'agit de collections relatives aux gens de la collectivité et à leurs activités en tant qu'individus, familles et groupes structurés. Cette catégorie inclut la collection de la famille Billings, ainsi que les registres des églises, des hôpitaux, des clubs et des équipes sportives.

Les chercheurs consultent les Archives de la Ville pour de nombreuses raisons. Voici leurs quatre principaux domaines de recherche :

- Dossiers municipaux fournissant de la documentation sur les politiques et les décisions prises par la Ville et les municipalités qui l'ont précédée.
- Généalogie – pour en savoir plus sur leurs ancêtres et compléter leur arbre généalogique.
- Bâtir l'histoire – en vue d'en savoir plus sur leur maison et leur propriété et sur les gens qui y habitaient avant.
- Photographie – afin de faire des recherches, de photocopier ou d'imprimer des photographies de nos collections.

Les archives se présentent sous diverses formes : documents papier, photos, microfilms, films, bandes ou disques magnétiques, disques optiques, vidéos ou bandes sonores. Elles peuvent inclure des enregistrements machine, des dessins, des plans d'architecture et quelquefois des artéfacts, notamment des plaques. Les Archives de la Ville comptent un large éventail de documents et de ressources, dont les suivants :

- **Journaux anciens (microfilms)** – Bytown Gazette (de 1840 à 1845), Ottawa Citizen (de 1846 à 1886, 1980), Ottawa Journal (de 1885 à 1980) et Le Droit (de 1913 à 1944).
- **Photographies** – Collections spéciales, entre autres les collections Newton (des années 1940 aux années 1980) et Elvis Presley à Ottawa (avril 1957). Parmi les catégories générales, citons les suivantes : Édifices du Parlement, Rues, Maisons, Églises, Écoles, Hôpitaux, Entreprises, Marchands, Hôtels, Photos aériennes, Ponts, Rivières, Sports, Cérémonies, Événements, Catastrophes, Vie militaire, Exploitation forestière, Transports et Portraits.
- **Souvenirs de sports** – Photographies et artéfacts liés aux sports à Ottawa. Notre collection inclut des souvenirs des Sénateurs d'Ottawa et des Roughriders d'Ottawa.
- **Collection de cadeaux du maire** – Ce sont des cadeaux faits au maire d'Ottawa par des gens de notre collectivité, des quatre coins du pays et de partout dans le monde. La presque totalité de la collection provient d'autres pays.
- **C. Robert Craig Memorial Library** – Livres, magazines, photos, diapositives, plans et documents d'archives concernant l'histoire du chemin de fer et du tramway au Canada, et plus particulièrement dans la région d'Ottawa.
- **Documents personnels** – Journaux personnels, lettres, albums de découpages, cartes postales, entre autres.

- **Documents de recherche généalogique** – Les Archives possèdent leurs propres ressources et sont affiliées à cinq bibliothèques partenaires.
- **Bibliothèque de référence** – Il s’agit d’une collection hors-circulation d’articles publiés et non publiés au sujet de l’histoire d’Ottawa et du comté de Carleton, et aussi des activités de la Ville d’Ottawa et des municipalités qui l’ont précédée.
- **Bibliothèque des rapports généraux** – Ces documents sont accessibles sur demande par le biais d’une base de données qui se trouve dans la salle de consultation des Archives, à la succursale principale ou à la succursale Rideau.
- **Rôles d’évaluation** – Ce sont des registres de taxes qui fournissent des renseignements au sujet des propriétés municipales et des gens qui en sont propriétaires et qui les occupent. Les rôles d’évaluation peuvent énumérer le nom, l’occupation, le salaire et la religion des gens de la collectivité. De plus, ils indiquent la date à laquelle a eu lieu la construction sur un lot de terre donné.
- **Procès-verbaux et Règlements municipaux** – Datant de la création de la Ville d’Ottawa et des 12 anciennes municipalités.
- **Cartes et plans**
- **Répertoires de la Ville** – Ce sont les listes annuelles des adresses et des numéros de téléphone des résidents et des entreprises.

Il existe de nombreux types d’archives, notamment des archives d’entreprises, des archives gouvernementales, des archives religieuses et des archives scolaires. La groupe ou le club communautaire dont vous faites partie pourrait garder des archives et même retenir les services d’un archiviste. De nombreuses archives sont ouvertes au public. Pour voir la liste des archives de votre collectivité, consultez le Répertoire des archives sur le site Web du [Conseil canadien des archives](#)(lien externe).

Pour en savoir plus sur le travail des archivistes, consultez le site Web de [l’Association canadienne des archivistes](#) (ACA) ou de [l’Association des archivistes du Québec](#) (AAQ).